



**REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE
FAMILIALE (ProDAF)
CELLULE NATIONALE D'ASSISTANCE TECHNIQUE
(CENAT)**

BILAN D'ACTIVITES 2016

**BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET
ANNUEL 2015-2016 DU ProDAF AU 31 décembre 2016 DANS LES REGIONS DE
MARADI, TAHOUA ET ZINDER**

VERSION FINALE

DECEMBRE 2016



SOMMAIRE

Introduction	5
I. Vue d'ensemble de l'exécution du programme	7
1.1 Objectifs et composantes du programme	7
1.2 Approche et zone d'intervention	8
1.3. Zone d'intervention	9
1.4 Pertinence du programme	10
1.5 Efficacité et efficience du programme	11
1.6 Effets et impacts du programme	11
1.3 Synthèse des produits attendus du ProDAF sur les huit ans du ProDAF par composante	12
1.3.1. Synthèse des produits attendus du ProDAF sur les huit ans du ProDAF pour la composante A« RENFORCEMENT DURABLE DE L'AGRICULTURE FAMILIALE »	12
1.3 2. Synthèse des produits attendus du ProDAF sur les huit ans du ProDAF pour la composante B« Accès des producteurs aux marchés »	13
2.1. Synthèse des réalisations financières globales du PTBA au 31/12/2016 du Programme par guichets de financement	14
2.2. Synthèse des réalisations financières globales du PTBA au 31/12/2016 du Programme par Unité de gestion (URGP et CENAT)	14
II.SYNTHESE DES REALISATIONS PHYSIQUES ET FINANCIERES DU PTBA 2015-2016 REVISE DU GUICHET ProDAF/FIDA/ASAP	16
2.1. SYNTHESE DES REALISATIONS PHYSIQUES ET FINANCIERES DU PTBA 2015- 2016 REVISE	16
2.1.1. Synthèse de l'exécution physique du PTBA 2015-2016 révisé du Guichet ProDAF/FIDA/ASAP par composante	16
2.1.2. Synthèse de l'exécution physique du PTBA 2015-2016 révisé du Guichet ProDAF/FIDA/ASAP par URGP et CENAT	16
2.1.3. Synthèse des produits livrés par domaines d'activités	17
2.2. Synthèse des réalisations financières du PTBA au 31/12/2016 des guichets ProDAF/FIDA et ProDAF/ASAP par composante, catégories de dépenses.	17
2.2.1. Synthèse des réalisations financières du PTBA 2016 par Composante	17
a) Synthèse des réalisations financières du PTBA 2016 par Catégorie de dépenses	17
b) Synthèse des réalisations financières du PTBA 2016 par région et CENAT	17
III. Etat de mise en œuvre des activités structurantes (AS) par composante au 31 décembre 2016	18
3.1 Etat de mise en œuvre des activités de la composante A « Renforcement durable de l'agriculture familiale »	18
Niveau d'exécution de l'AS1 par rapport aux cibles du PTBA 2015/2016	19
b) Niveau d'avancement	21

3.2. Etat de mise en œuvre des activités relevant de la composante B.	26
3.2.1 Sous-composante B.1: Aménagements structurants d'accès aux plateformes	27
AS13: Intégration régionale des échanges sur financement du ProDAF/FIDA:	31
3.3. Etat de mise en œuvre de la composante C « Gestion et coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs ».	33
3.3.1. Volet Suivi Evaluation, Communication et Gestion des savoirs	33
3.3.2. Volet : Coordination, Gestion administrative et fiduciaire du Programme	36
IV. PRINCIPALES CONTRAINTES/DIFFICULTES RENCONTREES, MESURES CORRECTIVES ADOPTEES ET LEÇONS APPRISSES	36
4.1. Contraintes/difficultés	36
4.2. Mesures correctives	37
V. Recommandations	37
VI Leçons apprises	37
VII. Etat de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision conjointe	38
VIII. Conclusion.	38
Liste des tableaux	
Tableau 1: Produits attendus sur les huit ans du ProDAF sur la composante A	12
Tableau 2: Produits attendus sur les huit ans du ProDAF sur la composante B :	13
Tableau 3: Niveau global de réalisation du PTBA 2015/16 et par Guichet	14
Tableau 4: Niveau global de réalisation du PTBA 2015/16 par Unité de Gestion	14
Tableau 5: Niveau d'exécution financière par composante	17
Tableau 6: Niveau d'exécution financière par catégorie de dépenses	17
Tableau 7: Niveau d'exécution de l'AS1	19
Tableau 8: Niveau d'exécution de l'AS2	20
Tableau 9: Niveau d'exécution de l'AS3	21
Tableau 10: Niveau de mise en œuvre de l'AS4	22
Tableau 11: Niveau de mise en œuvre de l'AS5	23
Tableau 12: Niveau de mise en œuvre de l'AS6	24
Tableau 13: Niveau de mise en œuvre de l'AS7	25
Tableau 14: Niveau de mise en œuvre de l'AS8	26
Tableau 15: Niveau de mise en œuvre de l'AS9	28
Tableau 16: Niveau de mise en œuvre de l'AS10	29
Tableau 17: Niveau de mise en œuvre de l'AS11	30
Tableau 18: Niveau de mise en œuvre de l'AS12	31
Tableau 19: Niveau de mise en œuvre de l'AS13	33
Tableau 20: Niveau de mise en œuvre du volet Suivi Evaluation1	35
Tableau 21: Niveau de mise en œuvre du volet communication	35
Tableau 22 : Niveau de mise en œuvre du volet gestion et Coordination du Programme	36

LISTE DES ACRONYMES

ACAP	Appui Conseil Agricole Paysan
AcSSA	Action pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires
ADL	Assistant-e en développement local
AEF	Analyse Economique et Financière
AGR	Activité Génératrice de Revenus
APD	Avant-Projet Détaillé
APS	Avant-Projet Sommaire
ASAP	Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
AT	Assistant-e Technique
AUE	Association des Usagers de l'Eau
BCER	Brigade Communautaire d'Entretien des Pistes
BTP	Bâtiment Travaux Publics
CCIAN	Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger
CENAT	Cellule Nationale d'Assistance Technique
CEP	Champ Ecole Paysan
CEPM	Champ Ecole Paysan Maraicher
CES/DRS	Conservation des Eaux et des Sols/Défense et Restauration des Sols
CILSS	Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
COGES	Comité de Gestion
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CVSE	Comité villageois de suivi-évaluation
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DDA	Direction Départementale d'Agriculture
DGGR	Direction Générale du Génie Rural
DIPE	Dispositif d'Innovation en Petit Elevage
DMP	Dossier de Micro-Projets
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRE	Direction Régionale de l'Environnement
DREL	Direction Régionale de l'Elevage
DRF	Demande de Remboursement des Fonds
DRH	Direction Régionale de l'Hydraulique
DT	Dossier Technique
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
EX-ACT	EX-Ante Carbon balance Tool
FAO	Food and Agriculture Organization
FCFA	Franc de la Communauté Financière de l'Afrique de l'Ouest
FCMN	Fédération des Coopératives des Maraichers du Niger
FF	Forfait
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
GACAP	Groupement d'Appui-Conseil Agricole Paysan
GdS	Gestion des Savoirs
GDT	Gestion Durable des Terres
GFS	Grenier Féminin de Soudure
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GSC	Groupements Services et Conseils
Hci3N	Haut-Commissariat à l'Initiative 3N
HG	HadinGwiwa
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics
IEC	Information Education Communication

Liste des accords de financement en vigueur au 31/12/2016 :

Projet/Programme	Référence des Accords de financement
PASADEM	
Don/FEM	GEF-FSP-15-NE
Prêt/FIDA	instrument financier n° 1000004147 réf.: L-I-853-NE
PPI Ruwanmu	
Don/FIDA	instrument financier n° 1000004323 réf.: G-I-C-1390-NE
Prêt/FIDA	instrument financier n° 1000004321 réf.: L-I-877-NE
Prêt/Fonds Fiduciaire Espagnol	instrument financier n° 1000004327 réf.: L-E-14-NE
PAMIRTA	réf. : F.ROT/AID 13/009/0
PUSADER +	accord de financement n° 1559P
ProDAF	
ProDAF/ASAP	instrument financier n° 2000001117
ProDAF/FIDA Don	instrument financier n° 2000001116
ProDAF/FIDA Prêt	instrument financier n° 2000001115
Prêt supplémentaire FIDA	instrument financier N° 20000111542
Don supplémentaire FIDA	instrument financier N° 20000111541
ProDAF/OFID	Prêt N° 1683P
ProDAF/FEM	Don N°200001618

Introduction

La performance du portefeuille FIDA au Niger s'est considérablement améliorée au cours des dix dernières années avec les projets PPILDA, IRDAR RCI et PUSADER) qui sont clôturés avec des taux de réalisations physiques et de décaissements dépassant les 90%. La progression de cette performance avec les deux projets en cours, à savoir le PASADEM et le PPI RUWANMU qui enregistraient également des taux de décaissements for appréciables de leurs PTBA, depuis leur démarrage respectif a conduit le FIDA et le gouvernement du Niger à formuler et à financer un important programme dénommé « Programme de Développement de l'Agriculture Familiale » (ProDAF). Ce programme, conçu pour une durée de huit ans et un coût global initial de plus 220 millions de dollars US, équivalant à plus de 111 milliards de FCFA vise donc la mise à l'échelle des acquis de cette performance tant en matière de management technique des projets qu'en matière de gestion administrative et fiduciaire pour accroître l'impact des interventions sur les populations rurales pauvres.

Le processus de démarrage de ce programme, qui a débuté suite à la signature des accords de Prêt ainsi que de Dons FIDA et ASAP entre le Gouvernement du Niger et le FIDA en juillet 2015, a connu une accélération avec i) la signature par le Ministère de l'Agriculture des actes administratifs portant création des structures et organes de pilotage, d'orientation, d'appui à la gestion et de mise en œuvre du programme (Comité de pilotage, CENAT et URGP), ii) l'aboutissement du processus de redéploiement du personnel des projets PASADEM, PPI Ruwanmu et du GATE pour le compte du ProDAF, avec la signature des arrêtés de nomination du personnel, iii) la ratification de l'accord de financement du programme ; iv) la mise en vigueur du ProDAF est intervenue le 21 septembre 2015 et v) la mise en place des équipes des Unités Régionales de Gestion du Programme (URGP) et de la Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT) effective depuis le 1er novembre 2015, et vi) la préparation du 1er PTBA (2015/2016) du ProDAF et la tenue de la session du comité de pilotage en fin septembre 2015 pour sa validation.

Aussi, conformément aux dispositions de l'Accord de Financement¹, une première mission de supervision conjointe FIDA et Gouvernement du Niger est intervenue du 4 au 22 avril 2016, avec comme principal centre d'intérêt l'appréciation du démarrage du programme en termes de mise en place du dispositif d'exécution et des outils de gestion du programme ainsi que l'évaluation du niveau mise en œuvre des premières actions du PTBA 2015/2016

En plus des aspects positifs soulignés par cette mission, un léger retard dans la mise en œuvre des activités programmées au titre du 1er PTBA 2015/16, notamment sur le nouveau financement FIDA/ASAP et les deux projets existants (PASADEM et PPI RUWANMU) a été aussi relativement mis en évidence. C'est pourquoi les équipes des trois unités régionales de gestion du Programme (URGP) et la Cellule Nationale d'Assistance Technique (CENAT) se sont attelées à améliorer les niveaux de mise en œuvre des actions inscrites dans leurs PTBA respectifs.

Dans ce sens, une révision du Plan de Travail et Budget Annuel qui était d'un montant global de 15 122 693 000 FCFA a été engagée en fin juillet 2016 pour tenir compte du contexte actuel de la mise en œuvre du programme, se caractérisant d'une part, par la non-obtention de la contribution de l'Etat en numéraire pour le Programme et les anciens projets (PASADEM et PPI RUWANMU) et d'autre part, par la non- mobilisation effectives des fonds du guichet ProDAF/OFID au premier semestre et du PARMIRTA. Cette révision du PTBA était justifiée également par le niveau de réalisations physiques et financières qui restent globalement faibles en fin du 1^{er} semestre (respectivement 41% pour le taux physique et 28% pour le taux de réalisation financières).

¹ Il est une mission de supervision tous les six mois, soit deux missions par an

Du coup, c'est donc le PTBA révisé et approuvé par le comité de pilotage et le FIDA qui devient la nouvelle référence pour l'exécution et la base d'établissement du bilan annuel du Programme. Il s'élève à 11 848 165 000 FCFA dont 5 263 077 000 FCFA pour l'URGP de Maradi ; 2 396 615 000 FCFA pour l'URGP de Tahoua ; 2 933 484 000 FCFA pour l'URGP de Zinder et 1 254 989 000 FCFA pour la CENAT.

Le présent document qui tient lieu du bilan d'activités du Programme dresse la situation (sur les plans physique et financier) des niveaux de mise en œuvre des actions prévues au titre du PTBA 2015/16 dans les trois régions d'interventions Il est structuré en cinq (5) points suivants :

- Vue d'ensemble du Programme ;
- Synthèse des réalisations physiques et financières au 31 décembre 2016 ;
- Etat de mise en œuvre des activités par composante et activités structurantes ;
- Difficultés rencontrées et les perspectives ;
- Annexes.

I. Vue d'ensemble de l'exécution du programme

Le programme de développement de l'agriculture familiale (ProDAF) a été conçu pour mettre à plus grande échelle (scaling up) les activités à forts effets/impacts des projets en cours PASADEM et Ruwanmu, conformément aux priorités stratégiques définies dans le COSOP 2013 2018, notamment le renforcement de la résilience au changement climatique, dans une approche intégrée d'aménagement et valorisation de bassins versants et de leurs bassins de production, au sein de pôles de développement économique et en collaboration avec les collectivités territoriales

En d'autres termes, il se veut la traduction et la mise à l'échelle d'une vision, celle d'une agriculture familiale sahéenne résiliente inscrite dans des flux économiques locaux, régionaux et transnationaux et fonde son approche sur les trois principes d'intervention suivants : i) l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en tenant compte des dimensions de disponibilité, d'accès, et d'utilisation des aliments par des dispositifs durables ii) la continuité territoriale des interventions à partir du pôle de développement économique (PDE) qui inclut le marché de demi-gros relié par des pistes rurales à des centres de collecte satellites situés dans des bassins de productions, eux-mêmes entourés de bassins versants. Plus précisément, l'expansion vise à consolider de manière durable 21 bassins versants, au sein desquels les exploitations agricoles familiales vont contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales autour de 21 pôles de développement économique.

1.1 Objectifs et composantes du programme

L'objectif global du Programme est de contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les capacités de résilience aux crises des ménages ruraux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder.

Son objectif de développement est d'augmenter durablement les revenus de 240 000 exploitations agricoles familiales, leur résilience aux chocs extérieurs, dont les changements climatiques, ainsi que leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder.

Pour atteindre cet objectif de développement, le programme a été articulé autour de deux composantes techniques et une composante gestion. Il s'agit de :

Composante 1 : Renforcement de l'agriculture familiale durable. Cette composante vise l'augmentation durable de la productivité des exploitations agricoles familiales. Elle prévoit entre autre i) la consolidation et l'aménagement de 20 500 ha sur bassins versants, ii) la construction de 150 ouvrages de mobilisation des eaux (seuils, micro-barrages, mares), iii) l'aménagement de 7 500 ha de superficies irrigables en petite irrigation (dont 700 hectares en aménagement hydro-agricole de petits périmètres irrigués), en impliquant 22 associations d'usagers de l'eau (AUE) pour la viabilité des dispositifs et la gestion des ressources; iv) l'augmentation des rendements de 30% en cultures pluviales et 40% en cultures irriguées; v) l'amélioration du petit élevage avec la reconstitution du capital petit bétail et volaille de 30 000 exploitations agricoles familiales vulnérables. Elle vise aussi à contribuer à l'amélioration de la sécurité nutritionnelle de 100 000 ménages vulnérables.

Composante 2 : Accès aux infrastructures. L'objectif assigné à cette composante est l'amélioration de l'accès aux marchés pour les exploitations agricoles familiales à travers la construction d'infrastructures de Collecte/Commercialisation (18 centres de collecte satellites répartis autour de 9 marchés de demi-gros) et la réhabilitation/construction de 850 km de pistes rurales.

La mise en œuvre de ces deux composantes techniques se fait à travers seize (13) activités Structurantes réparties comme suit :

Composante1 : Renforcement de l'agriculture familiale durable 8 (Huit) activités structurantes

1. AS1 : Ouvrages CES/DRS et aménagement des espaces pastoraux dont la cartographie et le SIG
2. AS2 : Infrastructures de mobilisation des eaux ;
3. AS3 : Aménagement des sites de Petite irrigation ;
4. AS4 : Adaptation de l'Agriculture pluviale au changement climatique ;
5. AS5 : Développement des cultures irriguées ;
6. AS6 : Amélioration du petit élevage ;
7. AS7 : Renforcement organisationnel et institutionnel ;
8. AS8 : Leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle ;

La composante 2 : Accès aux infrastructures (Cinq activités structurantes)

1. AS9 : Construction des plateformes de commercialisation ;
2. AS10 : Construction/réhabilitation des pistes rurales
3. AS11 : renforcement des structures de gestion ;
4. AS12 : Appui aux investissements productifs au sein des PDE ;
- 5. AS13 : Intégration régionale des échanges

1.2 Approche et zone d'intervention

La vision du ProDAF est de faire émerger des Pôles de Développement Economiques (PDE) à travers lesquels les producteurs ruraux, soutenus par leurs organisations et les collectivités locales s'organisent, aménagent et exploitent de manière rationnelle et durable les bassins de production en vue d'alimenter les marchés ruraux et les centres de consommation urbains et même transfrontaliers. Dans ce sens, le PDE qui représente l'unité territoriale d'intervention du ProDAF est entendu comme un espace socio-économique mettant en relation les différents acteurs des bassins de production et bassins versants corrélés, des centres de collecte et marchés de demi-gros, reliés entre eux par des pistes de désenclavement ou de desserte, en connexion avec les zones de consommation nationales et transfrontalières.

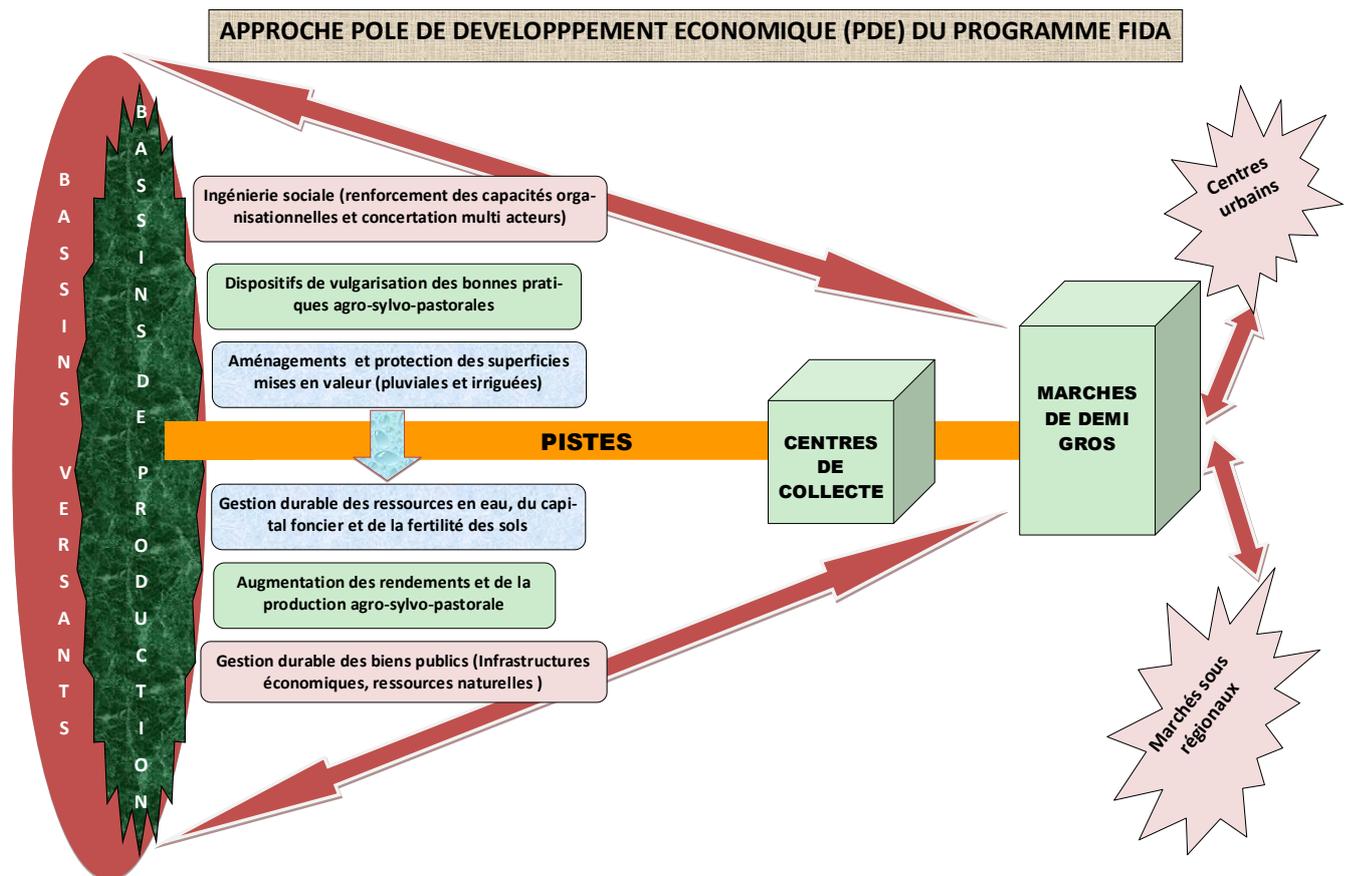
Au niveau des PDE une concentration d'activités au profit des exploitations familiales sera réalisée, qui va produire des impacts concrets suivant une approche intégrée de développement composée d'activités structurantes et mesures d'accompagnement,

Assi, le concept de l'exploitation agricole familiale est adopté pour rendre compte du caractère intégré des diverses activités menées sur une exploitation, en garantissant la pérennité du capital productif et une meilleure résilience aux changements climatiques.

Cette approche axée sur les PDE est basée sur:(i) l'amélioration de la sécurité alimentaire en tenant compte des dimensions de disponibilité, d'accès et d'utilisation des aliments à travers des dispositifs durables; (ii) la continuité territoriale des interventions à partir des PDE qui inclus les marchés de demi gros reliés par les piste rurales à des Centres de collectes satellites situés dans les Bassins de Production qui peuvent être entourés des bassins versants; et (iii) le changement d'échelle (scaling-up) des activités des projets du programme Niger FIDA notamment le PASADEM et PPI Ruwanmu et de leurs partenaires.

Cette approche d'intervention du ProDAF conjugue également deux types ingénieries complémentaires à savoir l'ingénierie sociale et économique et l'ingénierie rurale et civile pour que la réalisation des infrastructures de marchés et les pistes rurales soit rentable

économiquement et socialement pour tous les acteurs concernés au sein des différents PDE. (Cf : schéma ci-dessous)



Sur le plan opérationnel, la mise en œuvre de chaque activité repose selon le mode opératoire suivant i) la réalisation ou la valorisation des études de base pour mieux connaître, inventorier et caractériser les sites d'intervention, ii) l'élaboration d'une note technique expliquant les aspects méthodologiques et/ou les spécifications techniques, iii) le choix croisé et cohérent des sites prioritaires pour les interventions du programme à travers un plan d'action opérationnel (quoi faire, où, quand, par qui, à quel coût), iv) la contractualisation avec les opérateurs et/ou partenaires techniques, v) l'élaboration et l'approbation des dossiers techniques ainsi que les DAO si nécessaires, vi) l'exécution du processus de passation de marchés, vii) la réalisation des investissements et la supervision technique, viii) la capitalisation et la diffusion des résultats et des bonnes pratiques y afférentes. Le ProDAF capitalise également les recommandations des dernières missions de revue à mi-parcours du PPI-RUWANMU et du PASADEM ainsi que les synergies avec les autres PTF. Les questions liées au changement climatique, l'implication et la participation de 30% de jeunes et 30% de femmes constituent des priorités et des préoccupations constantes transversales dans la mise en œuvre opérationnelle du programme.

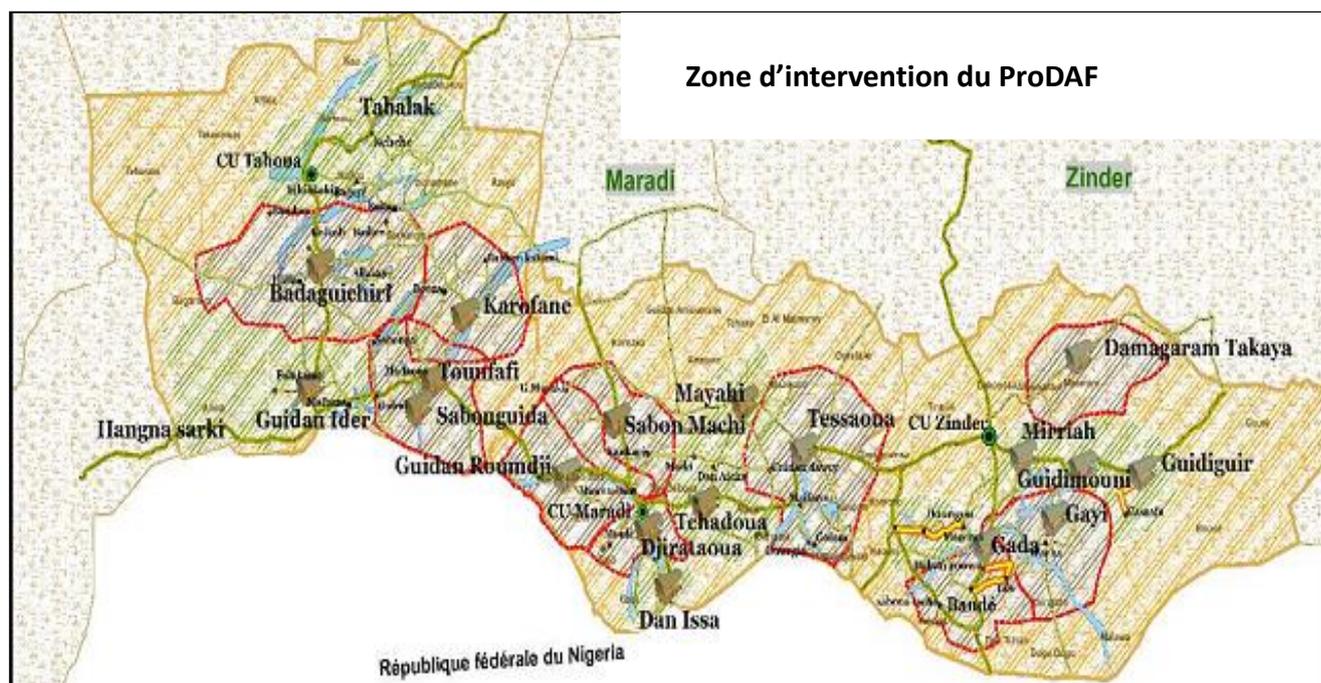
1.3. Zone d'intervention

En ce qui concerne sa zone de couverture, le programme s'intéresse aux communes de la bande sud agro pastorale des régions de Tahoua, Maradi et Zinder et cible plus particulièrement les petites exploitations agricoles familiales dans les bassins de production des cultures pluviales et irriguées (voir tableau et carte ci-dessous)

Elle est structurée en 21 Pôles de Développement Economiques (PDE) dont la répartition par région est indiquée dans le tableau et la figure ci-dessous.

Tableau 1 : présentation des PDE de la zone d'intervention du ProDAF

PDE de Maradi	PDE de Zinder	PDE de Tahoua
1. Tessaoua	1. Gayi	1. Badaguichiri
2. GuidanRoumdji.	2. Bandé/Magaria	2. Guidan Idder
3. Djirataoua	3. Mirriah	3. Karofane
4. SabonMachi	4. DamagarmTakaya	4. Tounfafi
5. Gourgia	5. Guidimouni	5. Dougueraoua
6. Mayahi	6. Guidiguir	6. Sabon Guida
7. Tchadoua	7. Doungou/Matamey	7. Tabalak



1.4 Pertinence du programme

Le Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) s'aligne et contribue aux objectifs recherchés par tous les instruments de politique et stratégies du Niger. Plus spécifiquement, il se positionne dans le secteur agricole, comme l'un des outils pertinents de matérialisation de la volonté du Gouvernement du Niger d'éradiquer la faim et de réduire de moitié la pauvreté d'ici 2025 à travers l'intensification de l'agriculture, conformément à la déclaration de Malabo de juillet 2014

L'agriculture constitue la principale source de recettes d'exportation après le secteur minier grâce à la commercialisation du bétail sur pied et de produits agricoles de rente comme l'oignon, le souchet et le sésame (Cadre Stratégique de l'Initiative 3N, 2012).

Cette agriculture repose essentiellement sur de petites exploitations familiales de moins de 2 hectares en moyenne, combinant des cultures pluviales (mil ou sorgho en association avec des légumineuses comme le niébé ou l'arachide) et des cultures irriguées (oignon, poivron). Les cultures irriguées sont en croissance et représentent 30% de la production agricole et 90% des exportations du secteur. Les contraintes majeures de l'agriculture sont de nature climatique, économique, technique, mais également organisationnelle. L'accès aux facteurs de production (intrants, équipements), aux services d'appui-conseil, à la finance rurale et aux marchés reste encore problématique en milieu rural. Les modèles de projection prévoient des baisses de rendements céréaliers importantes si rien n'est fait pour améliorer l'adaptation des systèmes

productifs nigériens au changement climatique. Dans ce cadre, la bonne gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant et de la fertilité au niveau de la parcelle sont cruciales (production agricole et risque d'inondation notamment).

Par ailleurs, l'élevage représente également un pilier important de l'économie du Niger. Cependant il fait face à des contraintes structurelles et conjoncturelles entravant son développement optimal. Il s'agit notamment : (i) des difficultés d'accès aux services vétérinaires et d'appui-conseil de proximité, (ii) la faible productivité et sécurisation des espaces pastoraux de plus en plus menacés par le front agricole, (iii) l'insuffisance de points d'eau, (iv) la faible disponibilité des compléments alimentaires, (v) la difficulté d'accéder à des financements, et (vi) la faible valorisation des produits de l'élevage.

La pertinence du ProDAF se justifie donc par ses objectifs qui visent s'attaquer efficacement à toutes ces contraintes à travers la promotion d'une agriculture productive et durable adaptée au contexte des changements climatiques permettant de rehausser significativement les revenus des exploitations agricoles familiales ainsi que leur résilience aux chocs.

Les objectifs du ProDAF cadrent parfaitement avec les politiques et stratégies nationales dont entre autres l'Initiative 3N (i3N) et son Plan d'accélération pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement agricole durable dont l'objectif spécifique est de renforcer les capacités nationales de production alimentaire, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes naturelles et la Stratégie de Petite Irrigation au Niger (SPIN) dont l'objectif global est l'amélioration de la contribution de la petite irrigation à l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger à travers une intervention de l'État conditionnée à une participation (financière et/ou physique) des irrigants en matière d'investissement pour les aménagements des périmètres irrigués.

1.5 Efficacité et efficience du programme

L'appréciation de ces deux critères évaluatifs semble quelque peu difficile du fait que le programme vient juste de commencer ses activités sur le terrain. Toutefois, l'on peut se permettre d'évaluer notamment l'efficacité du démarrage du programme qui est une phase cruciale dans la mise en œuvre d'un projet ou d'un programme. En effet, le redéploiement et la responsabilisation des équipes des projets PASADEM et PPI RUWANMU ayant activement pris part à la formulation de ce programme a été un des facteurs déterminants pour un démarrage rapide du programme au niveau des trois régions. Ainsi les conventions de partenariat et/ou les contrats avec les opérateurs de mise en œuvre du programme. A cela s'ajoutent toutes les autres facilités Aussi un jugement prospectif positif pourrait être porté sur les phases ultérieures sur la base du potentiel de compétence et d'abnégation des équipes des URGP et de la CENAT.

1.6 Effets et impacts du programme

Les résultats attendus en termes d'impacts de la mise en œuvre de ce programme sont entre autres i) la réduction de l'indice de pauvreté régionale, ii) la réduction du taux de malnutrition infantile (% filles/garçons souffrant d'insuffisance pondérale, de malnutrition chroniquement ou aigüe), iii) l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ciblés (réduction du nombre de mois de la période de soudure, diversité du régime alimentaire), iv) amélioration de la résilience climatique de 290 000 des ménages de la zone cible.

Les principaux indicateurs retenus pour mesurer les impacts en lien avec l'objectif du développement du programme sont les suivants : i) le nombre de ménages ayant bénéficié des services du programme, ii) la proportion des producteurs/trices ayant augmenté la marge nette de leurs activités agricoles, iii) l'augmentation de l'indice d'accumulation des actifs/biens des ménages ciblés, iv) l'augmentation des volumes de transaction des produits agricoles sur les marchés réhabilités et v) 240 000 producteurs ont amélioré leur résilience climatique.

Pour collecter les données permettant de suivre et d'évaluer ces indicateurs, des dispositions matérielles et méthodologiques ont d'ores et déjà été prises à travers notamment (i) l'établissement de la situation de référence des indicateurs d'effets/impacts avec l'enquête SYGRI de référence et l'étude de base complémentaire ainsi que la prise en compte et la mise en place des dispositifs et outils de l'analyse économique et financière de même que ceux du suivi environnemental géo-localisé, associé au système d'information géographique (SIG).

1.3 **Synthèse des produits attendus du ProDAF sur les huit ans du ProDAF par composante**

A l'issue de l'exercice de planification pluriannuelle du ProDAF ; conduit avec l'appui d'un consultant international, des ajustements des cibles attendues du programme ont été effectués en tenant compte des fonds disponibles au niveau des différents guichets ainsi que de la durée de chaque financement. Les cibles retenues par composante et par activité structurante sont consignées dans les tableaux qui suivent.

1.3.1. Synthèse des produits attendus du ProDAF sur les huit ans du ProDAF pour la composante A « RENFORCEMENT DURABLE DE L'AGRICULTURE FAMILIALE »

Tableau 1: Produits attendus sur les huit ans du ProDAF sur la composante A

Rubriques	Unité	Cible Globale
Activité Structurante (AS) 1 : Aménagement des Bassins Versants (BV)		20 135
Récupération des terres dégradées et traitement des bassins versants contre l'érosion	Ha	16 137
Traitement des bassins BV contre l'érosion et le ruissèlement	Ha	798
Fixation des dunes (mares et cuvettes)	Ha	1 200
Confection de Haies vives	Ha	400
Aménagements des couloirs de passage et espaces sylvo-pastoraux	Ha	1600
AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux		150
Mini barrages	Nbre	7
Seuils d'épandage type 1 en série	Nbre	134
Seuils d'épandage type 2 en série	Nbre	5
Aménagements des mares	Nbre	4
AS3. Petite irrigation		3914
Microprojets de binômes irrigants autour des mares	Ha	300
Microprojets de binômes irrigants en amont des barrages	Ha	1400
Microprojets de binômes irrigants liés aux nouveaux bassins de production	Ha	1 514
Travaux d'aménagement hydro agricoles en aval des mini barrages	Ha	700
AS4. Adaptation de l'Agriculture pluviale aux changements climatiques		
Champs Ecoles Paysans (CEP)	CEP	854
Mise en place de l'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP)	Ha	49 800
RNA	Ha	190 000
AS5. Développement des cultures irriguées		
Champs Ecoles Paysans Maraîchers (CEPM)	CEPM	819
AS6. Amélioration du petit élevage		
Dispositif d'Appui Conseil, auxiliaires vétérinaires, DIPE existants et nouveaux		
Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP)	Nbre	6
Vaccination contre la maladie de Newcastle	Nbre	18
Démonstrations d'Initiatives Paysannes en Elevage (DIPE)	Nbre	211
Octroi kits animaux (caprins et volailles)	Kits	32170

Rubriques	Unité	Cible Globale
AS7. Renforcement organisationnel et institutionnel		
Signature Conventions avec CRA, DRA, COFO et fédérations	Nbre	12
AS8. Leadership féminin et amélioration sécurité nutritionnelle		
Mise en place Grenier Féminin de Soudure/Banque céréalière (bâtiment, stock, petit équipement et appui gestion)	Nbre	68
Mise en place Jardins de cases JDC/ (kits Semences Cassia tora, Moringa, kits engrais)	Nbre	2 700
Octroi Kits Agricole-Semences-Engrais aux ménages les plus vulnérables	Kg	218 900
Promotion des Activités Génératrices de Revenus (femmes et jeunes)	Nbre	305
Kits suivi nutritionnel des enfants et Kits IEC au profit des relais communautaires	Nbre	1575
Renforcement des capacités des acteurs		
Alphabétisation des femmes/jeunes	Campagne	360

1.3 2. Synthèse des produits attendus du ProDAF sur les huit ans du ProDAF pour la composante B « Accès des producteurs aux marchés »

Tableau 2: Produits attendus sur les huit ans du ProDAF sur la composante B :

Rubriques	Unité	Cible Globale
AS9. Développement des infrastructures commerciales		
Marchés de Demi Gros (MDG)	Nbre	9
Maisons de Paysans (MP)	Nbre	7
Plates formes de commercialisation	Nbre	5
Centres de collectes Satellites (CCS)	Nbre	18
AS10. Pistes rurales		855
Travaux neufs	Km	620
Travaux réhabilitation	Km	235
AS11. Développement des structures de gestion des infrastructures		
Convention avec un prestataire spécialisé pour mise en place des structures de gestion des MDG	Nbre	3
AS12. Promotion d'activités commerciales au sein des PDE		
Renforcement des promoteurs et des Petites et Moyennes Entreprises (PME)	Groupe	850
Renforcement des capacités des Institutions Financières (IF)	Nbre	23
Financement des promoteurs	Nbre	6 274
AS13. Développement des échanges transfrontaliers		
Mise en place d'une cellule technique locale et du corridor Kano- Jigawa-Daoura-Kano	Appui	22

II. Synthèse des réalisations financières globales du PTBA au 31/12/2016 du Programme par guichets de financement et par Unité de gestion

2.1. Synthèse des réalisations financières globales du PTBA au 31/12/2016 du Programme par guichets de financement

Sur le PTBA révisé d'un montant global de 11 848 167 203 FCFA pour l'ensemble des financements des guichets du ProDAF, 7 505 252 365 FCFA ont été dépensés sur les guichets actifs, à savoir le PASADEM, le PPI RUWANMU et ProDAF/FIDA, ProDAF/ASAP et le PUSADER+ et la contribution de l'Etat du Niger, soit globalement, un taux global d'exécution financière de 63%. La répartition des montants décaissés par guichet et par composante est donnée par le tableau ci-dessous.

Tableau 3: Niveau global de réalisation du PTBA 2015/16 et par Guichet

Paramètres	Pro DAF/ FIDA/ASAP	PASADEM	PPI Ruwanmu	PUSADER+	Pro DAF/ OFID	Contribution de l'Etat	Total
Prévisions	6 573 093 476	1 337 444 238	1 011 155 185	2 641 230 131	134 218 000	151 026 173	11 848 167 203
Réalisations	4 438 654 252	862 842 579	494 178 382	1 678 249 660	14 876 232	16 451 260	7 505 252 365
TRF(%)	68%	65%	49%	64%	11%	11%	63%

Il convient de noter qu'il y a d'importants engagements notamment sur les guichets ProDAF/FIDA/ASAP, PPI RUWANMU, PASADEM et PUSADER+ qui seront reportés et soldés en début de l'année de 2017. Ces engagements concernent principalement les contrats des travaux d'infrastructures qui s'exécutent à des rythmes divers selon les forces ou les défaillances des entreprises adjudicataires des marchés.

2.2. Synthèse des réalisations financières globales du PTBA au 31/12/2016 du Programme par Unité de gestion (URGP et CENAT)

Les niveaux de décaissements et des réalisations par centre de coût (URGP et CENAT) sont consignés dans le tableau ci-dessous

Tableau 4: Niveau global de réalisation du PTBA 2015/16 par Unité de Gestion

Guichet	Paramètre	Centres de Coûts				Total général
		Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	
ProDAF/FIDA et ASAP	Prévision	1 517 745 996	1 941 596 864	1 906 182 573	1 207 566 000	6 573 093 476
	Décaissement	719 472 279	828 882 369	821 857 244	803 570 469	4 438 654 252
	Réalisation	1 010 993 458	1 368 042 356	1 312 558 193	1 007 757 255	4 699 351 262
	Taux Décaissé	47%	43%	43%	67%	63%
	Taux réalisé	67%	70%	69%	83%	71%
PASADEM	Prévision révisée	1 337 444 238	-	-	-	1 337 444 238
	Décaissement	862 842 579				862 842 579
	Réalisation	946 603 011				946 603 011
	Taux Décaissé	65%				65%
	Taux réalisé	71%				71%
	Prévision révisée	4 670 000	39 917 000	959 068 395	7 500 000	1 011 155 395

Guichet	Paramètre	Centres de Coûts				Total général
		Maradi	Tahoua	Zinder	CENAT	
PPI RUWANMU	Décaissement	6 954 679	37 188 159	418 755 119	31 280 425	494 178 382
	Réalisation	6 954 679	37 188 159	563 784 762	31 280 425	639 208 025
	Taux Décaissé	149%	93%	44%	417%	49%
	Taux réalisé	149%	93%	59%	417%	63%
PUSADER+	Prévision révisée	2 277 730 000	330 000 000		33 500 000	2 641 230 000
	Décaissement	1 384 045 559	244 376 773		49 827 328	1 678 249 660
	Réalisation	1 703 894 431	244 376 773		49 827 328	1 998 098 532
	Taux Décaissé	61%	74%		149%	64%
	Taux réalisé	75%	74%		149%	76%
OFID	Prévision révisée	42 160 000	61 072 000	30 986 000	-	134 218 000
	Décaissement	0	0	0	14 876 232	14 876 232
	Réalisation	0	0	0	14 876 232	14 876 232
	Taux Décaissé	0%	0%	0%	0%	0%
	Taux réalisé	0%	0%	0%	0%	0%
ETAT	Prévision révisée	83 326 000	23 530 000	37 247 173	6 923 000	151 026 173
	Décaissement	138 626	374 422	10 725 009	5 213 203	16 451 260
	Réalisation	138 626	374 422	10 725 009	5 213 203	16 451 260
	Taux Décaissé	0,2%	2%	29%	75%	11%
	Taux réalisé	0,17%	2%	29%	75%	11%
Global ProDAF	Prévision révisée	5 263 076 234	2 396 115 864	2 933 484 141	1 255 489 000	11 848 165 239
	Décaissement	2 973 453 722	1 110 821 723	1 251 337 372	904 767 657	11 848 167 203
	Réalisation	3 668 584 205	1 649 981 710	1 887 067 964	1 108 954 443	7 505 252 365
	Taux Décaissé	56%	46%	43%	72%	63%
	Taux réalisé	70%	69%	64%	88%	70%

On constate que les taux varient d'une unité gestion à l'autre ; ceci justifie non seulement par le rythme et la nature des activités conduites mais aussi et surtout par les niveaux des engagements 2015 liés aux projets PPI Ruwanmu et PASADEM et sont soldés en 2016.

Par ailleurs, étant entendu que des situations spécifiques sont élaborées pour les anciens guichets (PPI RUWANMU, PASADEM et PUSADER ; le présent bilan au 31 décembre 2016 se concentre essentiellement sur les réalisations tant physiques que financières des guichets ProDAF/FIDA et ProDAF/ASP qui totalisent un montant de 6 563 093 476FCFA, représentant plus de 56% du montant global du PTBA révisé et qui fait ont fait également l'objet des décaissements et de réalisations tout aussi significatives.

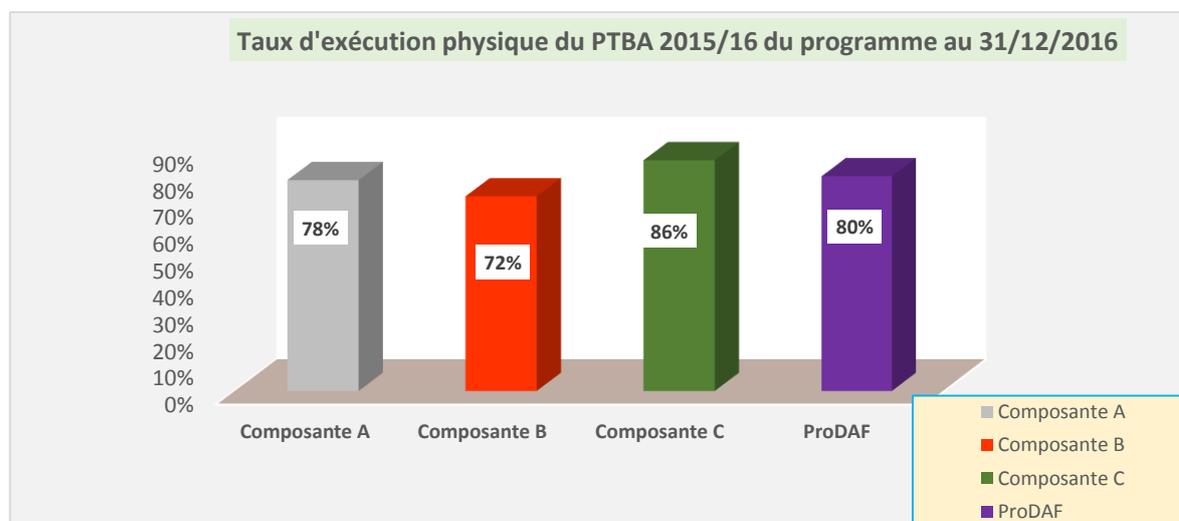
II.SYNTHESE DES REALISATIONS PHYSIQUES ET FINANCIERES DU PTBA 2015-2016 REVISE DU GUICHET ProDAF/FIDA/ASAP

2.1. SYNTHESE DES REALISATIONS PHYSIQUES ET FINANCIERES DU PTBA 2015-2016 REVISE

2.1.1. Synthèse de l'exécution physique du PTBA 2015-2016 révisé du Guichet ProDAF/FIDA/ASAP par composante

Sur le plan physique, toutes les activités structurantes planifiées ont connu des niveaux d'exécution plus ou moins avancés selon la complexité et la durée du déploiement du processus de leur mise en œuvre respective. Ainsi, des progrès relativement importants ont été accomplis dans la mise en exécution du PTBA par les équipes du programme et leurs partenaires dans les trois régions. En effet, au 31 décembre 2016, le Taux d'Exécution Physique (TEP) global du PTBA est évalué à 80% avec 78% pour la composante A, 72% pour la composante B et 86% pour la composante C. (Cf : graphique ci-après)

Taux d'exécution physique du PTBA 2015/16 par composante

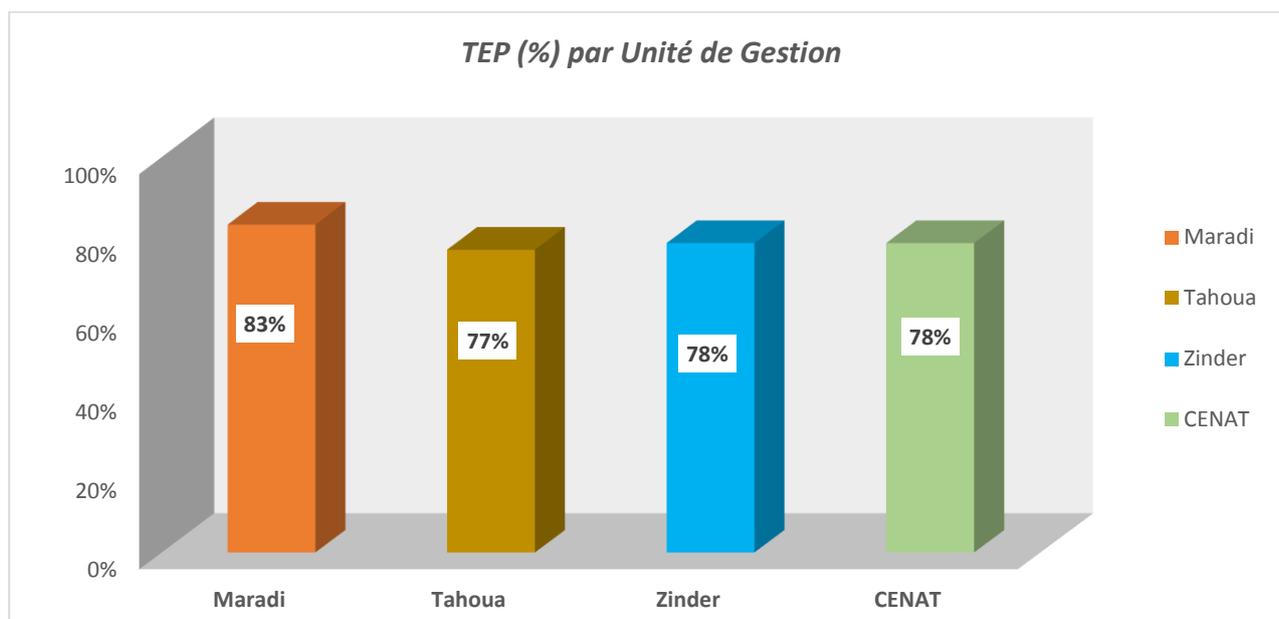


Le faible taux d'exécution physique (TEP) de la composante B s'explique par la non-exécution de certaines activités de cette composante qui sont encore au stade passation des marchés. Il s'agit notamment du lancement de tous le processus d'opérationnalisation du marché de demi-gros de Djirataoua, Tessaoua et Sabon Machi pour l'URGP de Maradi, du démarrage des études pour les pistes, marchés et plateformes pour les URGP de Tahoua et de Zinder.

2.1.2. Synthèse de l'exécution physique du PTBA 2015-2016 révisé du Guichet ProDAF/FIDA/ASAP par URGP et CENAT

Au 31 décembre 2016, les taux d'exécution physique attendus des PTBA révisés des unités de gestion, estimés à travers la méthode à 8 Jalons (M8J) seront de 77%, 83%, 78% et 78% pour respectivement les URGP de Tahoua, Maradi, Zinder, et la CENAT, 78%, comme affichés sur le graphique ci-après

Taux d'exécution physique par URGP&CENAT



Les taux d'exécution physique (TEP) des PTBA des URGP et de la CENAT tels qu'illustrés sur le graphique ci-dessus, montrent des efforts d'harmonisation des démarches entre les entités qui progressent ensemble tout en conservant l'autonomie d'actions sur le terrain et de gestion administrative et fiduciaire.

2.1.3. Synthèse des produits livrés par domaines d'activités

La mise en œuvre des activités du programme s'accompagne de l'obtention et /ou livraison des produits ou services destinés aux bénéficiaires ou à d'autres parties prenantes. Le tableau ci-dessous dresse la situation des produits livrés par composante au titre du PTBA à la date du 31 décembre.

Synthèse des réalisations physiques des Composantes A et B du PTBA 2015-2016 au 31 décembre

Activités / Activités structurantes	Indicateurs	Unité	Prévision	Réalisation	TRP (%)
A. Volet Aménagement des Bassins Versants (BV) et mobilisation des eaux					
Activité Structurante (AS) 1: Aménagement BV					
Récupération des terres dégradées	Superficie récupérée	Ha	2 604	2 154	83%
	H/j mobilisés	HJ	1 579 945	1 815 684	115%
	Nombre de conventions signées	Nbre	8	9	113%
	Plants produits	Nbre	390 000	405 498	104%
	Pépiniéristes engagés	Nbre	8	10	125%
	Bénéficiaires touchés	Nbre	15 250	16 529	108%
	Quantité de semences distribuées/épanchées (agricole, herbacé, engrais)	Kg	50 054	50 664	101%
Conception du système de suivi environnemental géo localisé	Nombre de systèmes mis en place	Nbre	3	1	33%
Montant total investi	Revenus transférés aux ménages	FCFA	15895034 68		79%

Activités /Activités structurantes	Indicateurs	Unité	Prévision	Réalisation	TRP (%)
				1 255 707 740	
AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux					
Etudes de faisabilité pour la réalisation des Seuils d'épandage type 2 en série	Nbre d'études conduites	Nbre	1	0	0%
Recruter l'Entreprise et démarrer les travaux de construction des seuils	Entreprise recrutée	Nbre	2	0	0%
Schéma d'aménagement ouvrage de mobilisation des eaux (OME)	Schéma réalisé	Nbre			
Etudes de faisabilité pour réalisation Seuils d'épandage type 2 en série	Nbre d'études conduites	Nbre	1	0	0%
AS3 : Aménagement des Bassins de Production (BP): AS3					
Financement de DMP de petite irrigation	Superficie couverte	Ha	627	332	53%
AS4. Adaptation de l'Agriculture pluviale aux changements climatiques					
Mise en place des Champs écoles Paysans (CEP)	Nbre de CEP animés	CEP	74	74	100%
	Apprenants CEP	Nbre	2110	2088	97%
Mise en place de l'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP)	Superficie faisant objet d'ACAP	Ha	774	899,5	116%
	kits intrants pour ACAP distribués	kits distribué	1548	1800	116%
AS5. Développement des cultures irriguées					
Champs Ecoles Paysans Maraîchers (CEPM)	Nbre de CEMP mis en place	CEPM	249	249	100%
	Nbre d'apprenants en formation	Nbre	6385	6587	103%
AS6: Appui au petit élevage					
Mise en place des Démonstrations d'initiative Paysanne en élevage (DIPE)	Nbre de DIPE mis en place	DIPE	95	95	100%
	Nbre d'apprenants en formation	Nbre	1650	1819	110%
AS7: Renforcement organisationnel et institutionnel					
Conventions avec CRA, DRA, COFO et fédérations	Nbre de conventions signées	Nbre	12	10	83%
AS8: Leadership féminin et amélioration sécurité nutritionnelle					
Appui à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle					
Boutures distribuées	Fagot	Nbre	36 200	36 500	101%
kits semences	Qté de semences distribuées	Kg	15 608	21 220	136%
kits engrais	Qté d'engrais distribués	Kg	48 600	68 800	142%
Bénéficiaires touchés	Nbre de ménages touchés	Nbre	5 690	5 950	105%
Boutures distribuées	Superficie couverte	Ha	1 645	1 544	94%
Alphabétisation des femmes/jeunes	Nbre de centres en animation	centre	94	62	66%
	Identification et financement des AGR	Nbre d'AGR	58	73	126%

Activités /Activités structurantes	Indicateurs	Unité	Prévision	Réalisation	TRP (%)
		Nbre bénéf.	538	128	24%
	Equipement puits villageois (PASADEM)	puits villageois équipé	15	10	67%
Recruter les cabinets de contrôle des travaux de construction des PFC en CCS	Contrat	nbre	6	3	50%
Construction maison de paysan	Maison de paysan construite	nbre	9	3	33%
Recrutement de cabinet de contrôle	Contrat	nbre	2	0	0%
Recrutement cabinet pour étude et DAO pour MDG	Contrat	nbre	3		0%
Construction de marché de demi-gros	MDG construit	nbre	3	1	33%
Construction CCS	CCS construit	nbre	1	0	0%
Conduite les études techniques et DAO pour piste	Rapport	nbre	5	0	0%
Construction /réhabilitation pistes rurales	Km	nbre	231,27	24,3	11%
Mise en place des BCER	BCER mise en place et formée	nbre	78	78	100%
Mise en place des structures de marché	Structures mise en place	nbre	12	3	25%
Recrutement IF	IF recrutées	nbre	9	3	33%
Financement des jeunes promoteurs	Jeune promoteur appuyé	nbre	130	0	0%
Appui la chambre conjointe	CTL mise en place	nbre	1	0	0%
	Appui réalisé	Nbre	4	0	0%

Légende couleurs

Niveau d'exécution	Couleur attribuée
< 40%	
40% ≤ x ≤ 70%	
> 70%	

Il ressort globalement des deux tableaux des produits livrés que

- 👉 **24 indicateurs de suivi Evaluation des réalisation physique du PTBA sur les 45 renseignés ont des Taux de Réalisation Physique (TRP) supérieur à 70, soit 53% des indicateurs**
- 👉 **4 indicateurs, soit 8% ont des Taux de Réalisation Physique (TRP) compris entre 40% et 70%**
- 👉 **17 indicateurs, soit 37% des indicateurs sont à des taux de réalisation inférieur à 40%**

2.2. Synthèse des réalisations financières du PTBA au 31/12/2016 des guichets ProDAF/FIDA et ProDAF/ASAP par composante, catégories de dépenses.

Sur budget prévisionnel global révisé de **6 573 093 476** FCFA du PTBA 2015-2016 sur les Guichets ProDAF/FIDA et ProDAF/ASAP), les réalisations financières totales enregistrées (sans les engagements en cours) au 31 décembre 2016, aux niveaux des URGP et de la CENAT, s'élèvent à **4 438 654 252**FCFA soit un taux de 68%.Ce taux relativement faible par rapport à la tradition de décaissements des projets FIDA ; s'explique par le fait que les activités demandant des montants importants n'ont pas encore démarré sur le terrain. Les premières tranches des contrats et conventions signées sont en cours de paiement. Les répartitions de ces montants dépensés/engagés par composante, par catégorie de dépense et par source de financement sont détaillées dans les tableaux ci-dessous :

2.2.1. Synthèse des réalisations financières du PTBA 2016 par Composante

Les taux d'exécution financière des différentes composantes, enregistrés au 31 décembre 2016, se présentent comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

La répartition des montants dépensés ainsi que les taux correspondant sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 5: Niveau d'exécution financière par composante

Composante	Prévision	Réalisation (FCFA)	TRF* (%)
Composante A : Agriculture familiale durable	2 801 814 670	1 872 160 782	66,82
Composante B : Accès aux marchés des exploitations agricoles familiales	1 635 617 650	800 045 434	48,91
Composante C : Gestion et coordination du projet, suivi évaluation et gestion	2 135 661 156	1 766 448 036	82,71
Total général	6 573 093 476	4 438 654 252	67,53

*TEF= Taux d'Exécution Financière

*TRF=Taux de réalisation financière

Les taux relativement faibles des composantes A et B s'expliquent par le niveau d'exécution des activités de ces deux composantes qui sont pour la plupart au stade passation de marché ou au processus de contractualisation avec les partenaires de mise en œuvre.

a) Synthèse des réalisations financières du PTBA 2016 par Catégorie de dépenses

Le tableau de la page suivante donne le détail par des réalisations pour les six catégories ayant connu un début d'exécution sur les sept du Programme.

Tableau 6: Niveau d'exécution financière par catégorie de dépenses

Libellé	Prévision	Décaissement (FCFA)	Engagement	Réalisation (FCFA)	TEF* (%)	TRF* (%)
TRAVAUX	306 625 700	11 504 072	176 995 987	188 500 059	4%	61%
EQUIPEMENTS ET MATERIELS	395 635 050	120 523 028	79 469 884	199 992 912	30%	51%
FORMATIONS	679 853 820	307 487 761	104 243 137	411 730 898	45%	61%
CONSULTATIONS	1 343 135 250	453 810 444	221 458 384	675 268 828	34%	50%
BIENS, SERVICES ET INTRANTS	2 176 141 628	952 028 219	799 228 429	1 751 256 648	44%	80%
SALAIRES, INDEMNITES ET COUT FONCTIONNEMENT	1 671 702 028	1 328 428 837	144 173 080	1 472 601 917	79%	88%
Total général	6 573 093 476	3 173 782 361	1 525 568 901	4 699 351 262	48%	71%

*TEF= Taux d'Exécution Financière

*TRF=Taux de réalisation financière

Globalement on constate un faible taux d'exécution de la catégorie 1 « TRAVAUX » qui s'explique par la fait que le PTBA 2015/2016 a mis l'accent sur les processus de passation des marchés devant permettre le démarrage effectif des travaux de génie civil des infrastructures en 2017 (Mini barrage, seuils, centres de collecte satellites..).

Quant au taux de décaissement élevé de la catégorie 7 « SALAIRES, INDEMNITES ET COUT FONCTIONNEMENT » comparativement aux autres catégories, il s'explique principalement par le fait que le programme est en phase de démarrage marquée par la prise en charge des frais d'installation de l'équipe et d'autres frais liés au fonctionnement au cours des premiers mois de mise en œuvre. Il s'explique aussi par les imputations sur cette catégorie de la prise en charge de la CENAT qui était initialement prévue dans la catégorie « consultations » à cette catégorie à la demande du FIDA

b) Synthèse des réalisations financières du PTBA 2016 par région et CENAT

La répartition des dépenses réalisées par unité de gestion (URGP et CENAT) montre que la CENAT enregistre un taux d'exécution financière relativement supérieur à ceux des URGP des régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Cette situation se justifie par la prise en charge des activités qui se réalisent à l'échelle supra- régionale ou les activités qui concernent l'ensemble des URGP et la CENAT et dont le budget est logé au niveau de la CENAT. Ce sont les activités comme l'atelier national de lancement officiel du Programme, les acquisitions des logiciels Tom2pro, les renforcements des capacités et toutes les activités du volet « intégration régional des échanges transfrontaliers gérée par la CENAT/Niamey.

Tableau 7 : Niveau d'exécution financière par URGP et CENAT

Région	Prévision	Décaissement (FCFA)	Engagement	Réalisation (FCFA)	TEF* (%)	TRF* (%)
Maradi	1 517 745 996	719 472 279	291 521 179	1 010 993 458	47%	67%
Tahoua	1 941 596 870	828 882 369	539 159 987	1 368 042 356	43%	70%
Zinder	1 906 184 610	821 857 244	490 700 949	1 312 558 193	43%	69%
CENAT	1 207 566 000	803 570 469	204 186 786	1 007 757 255	67%	83%
Total général	6 573 093 476	3 173 782 361	1 525 568 901	4 699 351 262	48%	71%

III. Etat de mise en œuvre des activités structurantes (AS) par composante au 31 décembre 2016

3.1 Etat de mise en œuvre des activités de la composante A « Renforcement durable de l'agriculture familiale »

Cette composante vise l'augmentation durable de la productivité des exploitations agricoles familiales par (i) la consolidation et l'aménagement de plus 20 000 ha de Bassins Versants (BV) qui contribueront à protéger les aménagements en aval et la reconstitution des ressources hydriques, (ii) la construction de 150 ouvrages de mobilisation des eaux (139 seuils, 7 mini barrages et 4 mares), (iii) l'aménagement de 7000 ha de superficies irrigables en petite irrigation (dont 700 hectares en aménagement hydro-agricoles de petits périmètres irrigués) permettant l'augmentation des rendements de 30% en culture pluviale et 40% en culture irriguée, l'amélioration du petit élevage et la reconstitution du capital petit bétail et volaille de 30 000 exploitations agricoles familiales vulnérables.

Pour la mise en œuvre de ces différentes activités, la composante a été structurée autour de huit activités structurantes dont les prévisions financières et les réalisations seront déclinées dans les paragraphes qui suivent :

3.1.1 Activité structurante (AS) 1 : Aménagement des bassins versants

a) Objectifs opérationnels de l'AS1 et du PTBA 2016.

La mise en œuvre de l'AS1 s'inscrit dans le cadre de la réduction de la dégradation des ressources naturelles renouvelables. Il s'agit de contribuer à protéger le potentiel productif que sont les terres et les eaux dans la perspective d'une gestion durable et rationnelle. Pour atteindre cet objectif, plusieurs sous activités sont identifiées allant du traitement des bassins versants, la récupération des terres, la fixation des dunes, le renforcement des capacités etc. A travers cette activité, 21 bassins versants identifiés dans les trois régions dont 2 à Maradi, 12 à Tahoua et 7 à Zinder, seront traités en vue de restaurer leur capacité productive et de protéger les bassins de production. Cette activité permettra d'améliorer l'infiltration des eaux, de réduire l'érosion et l'ensablement, et atténuer ainsi les effets du changement climatique.

Au courant de l'exercice 2015-2016, il est prévu de :

- Réaliser un schéma d'aménagement des BV au niveau de chaque région qui devrait capitaliser les résultats des études existantes (PPI Ruwanmu, Programme d'urgence du gouvernement, PMERSA) ;
- Récupérer 2604 ha de terres agricoles ou pastorales en amont et en aval des bassins versants dont 450 ha à Maradi, 950 ha à Zinder et 1204 ha à Tahoua ;
- Enclencher le processus de mise en place du système de suivi environnemental géo-localisé dans les trois régions.

Modalités de mise en œuvre :

Les activités de récupération et de mise en valeur des terres dégradées sont conduites par des opérateurs spécialisés (ONG) sous la supervision technique des services techniques de l'environnement qui assurent le rôle de contrôle qualité. La réalisation des ouvrages CES/DRS se fait sous forme de « cash for work » sur des sites communautaires dont les statuts fonciers ont été clarifiés au préalable. Le partenariat avec le PAM est engagé à travers une action de synergie dans laquelle le PAM prend en charge les aspects mécaniques de la construction des ouvrages et le ProDAF les aspects de mise en valeur et de durabilité (végétalisation, ingénierie sociale, mise en place et renforcement des structures de gestion).

Pour la mise en place du système de suivi géo-localisé, il est prévu un partenariat avec les structures de recherche/formation ayant des compétences dans ce domaine. Un renforcement des capacités techniques de la cellule SIG est également envisagé à travers l'acquisition d'équipements et logiciels mais aussi des formations sur l'utilisation des logiciels et GPS.

Niveau d'exécution de l'AS1 par rapport aux cibles du PTBA 2015/2016

Les réalisations enregistrées en termes de terres récupérées au 31 décembre 2016, sont de 2115ha sur une prévision révisée de 2604 ha soit TR de 81% dont 1 395ha à Zinder, 565ha à Tahoua et 155ha à Maradi. Ces résultats prennent en compte les réalisations en synergie avec le PAM qui a financé les travaux mécaniques pour un montant de plus de 2,2 milliards de FCFA. Cette activité a touché 16 529 bénéficiaires.

La CENAT a contribué en assurant la formation des cadres du programme (URGP de Maradi et Zinder) et des partenaires de mise en œuvre sur les notions de Changement Climatique et leurs conséquences, l'identification et suivi des impacts environnementaux. A l'issue de cette action, 85 personnes ont été formées et un cadre de communication entre les trois URGPs et les divisions suivi écologique de Bureau Régional d'Etudes Environnementales et Evaluation d'Impacts (BREEEI) créée.

La situation sur le niveau de réalisation de l'AS1 est consignée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 7: Niveau d'exécution de l'AS1

Code	Sous activités	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévision (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
A111010	Récupérer les terres en amont du bassin versant	216 388 450	74 521 975	34%
A111020	Traiter les bassins versants contre l'érosion et le ruissellement	231 560 000	143 648 742	62%
A111030	Conception du système de suivi environnemental géo localisé	90 504 000	56 289 436	62%
A111040	Mise en œuvre du système de suivi environnemental géo localisé	41 920 000	368 192	1%
A111081	Consultant en CC et GRN	8 742 000		0%
A111083	Atelier de partage de méthodologie suivi env. activités GRN&CC	51 225 000	13 204 525	26%
A111090	Assistance technique pour les études de faisabilité BV (schéma)	640 339 450	288 032 870	45%
Total AS1		640 339 450	288 032 870	45%

Ces travaux de récupération de terres visant à protéger les bassins de productions, conduit dans un cadre de partenariat pour la synergie et la complémentarité des actions avec le PAM ont permis le traitement mécanique de 2 115hectares. 50 664kg des semences (agricoles, herbacées, et engrais) sont distribuées/épanchées pour la mise en valeur des superficies traitées. 405 498 plants produits et plantés dans les parcours pastoraux. Le coût de la présente Activité Structurante est globalement de 288 032 870F CFA représentant un taux de décaissement de 45% du budget.

Il reste sur le plan physique à conduire les évaluations des taux de reprises des plantations et de la biomasse

AS2 : Ouvrages de mobilisation des eaux sur financement du ProDAF/FIDA :

a) Objectifs opérationnels de l'AS2 et du PTBA 2016.

L'objectif de l'AS2 est de renforcer la disponibilité de l'eau au niveau des bassins de production à travers la réalisation de 150 OME dont 139 seuils, 7 mini barrages et 4 mares.

Au titre du PTBA 2016, les objectifs opérationnels sont:

- Elaborer les schémas d'aménagement et les études de faisabilité de 34 seuils type 1 et 2 dans les PDE de Badaguichiri, Toufafi/Sabon Guida et Karofane (région de Tahoua) GuidanRoumdji et de Djirataoua (Région de Maradi) et DamagaramTakaya et Gayi (Région de Zinder) qui permettront de créer les conditions d'une bonne réalisation des ouvrages y afférents entre 2016 et 2017;
- Réaliser une étude de faisabilité de deux min ibarrages (URGP Zinder et Maradi);

b) Modalité de mise en œuvre:

Au préalable, des missions de prospection et d'identification des sites potentiels pour la réalisation des ouvrages doivent être conduites en collaboration avec les Services: Génie Rural, SPR/COFO, DRE, DRH, Mairies, DDA et les opérateurs partenaires.

Mise en œuvre du processus de recrutement des bureaux d'étude pour l'élaboration des schémas d'aménagement des mini barrages, et la conduite des études de faisabilité technique des ouvrages notamment les seuils de type1 et 2.

c) Niveau d'exécution de l'activité structurante par rapport aux cibles du PTBA

Le processus d'exécution de l'AS2 est au stade sélection des cabinets d'études dans toutes les régions. Plusieurs missions de prospection ont été organisées.

L'appui technique de la CENAT a consisté à appuyer l'URGP de Zinder à établir des critères et à contribuer à leur application dans l'identification des sites d'accueil des futures infrastructures de mobilisation des eaux. En effet, les sites potentiels des OME ont été visités et appréciés, sur la base des critères établis. Le détail des réalisations physiques et financières de l'AS2 sont renseignées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 8: Niveau d'exécution de l'AS2

Code	Sous activités	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévision (FCFA)	Décassement (FCFA)	TEF (%)
A11201	Construire /réhabiliter des Seuils d'épandage type 1	106 294 000	15 336 599	14%
A11202	Construire /réhabiliter des Seuils d'épandage type 2	20 200 000		0%
A11204	Travaux de construction des mini barrages	64 800 000	8 943 000	14%
Total AS2		191 294 000	24 279 599	13%

Activité structurante (AS3) : Aménagement des bassins de production

a)Objectif opérationnel : Appuyer l'aménagement et la mise en valeur de 577 ha à travers l'élaboration et le financement des dossiers de microprojets (DMP) ; payer les retenues de

garantie de réalisation 2015 du PPI Ruwanmu pour l'aménagement de superficies de petite irrigation.

Modalités de mise en œuvre

Le financement des Dossiers de Microprojet est fait selon le mécanisme de financement du ProDAF qui repose sur le principe de facilitation de l'accès au financement par le crédit en accordant une subvention sous la forme d'une contribution au renforcement de l'apport personnel du promoteur. Cette activité est exécutée en collaboration avec les institutions financières de proximité. La phase pilote de cette expérience a été conduite avec la BAGRI. D'autres conventions de partenariat seront signées avec des institutions financières sur financement du guichet ProDAF/FIDA&ASAP pour répondre à l'engouement des producteurs constaté lors de la première phase.

b) Niveau d'avancement

Compte tenu de l'importance des dossiers en instance de financement au niveau de la BAGRI, suite à l'expérience pilote sur financement PPI/RUWANMU, il a été prévu sur le Guichet ProDAF/FIDA/ASAP de poursuivre le test d'opérationnalisation du nouveau mécanisme de financement du ProDAF en élargissant sur les MER. Ainsi, les leçons tirées permettront en 2017 une meilleure exécution de l'activité.

Les URGP avec l'appui de la CENAT ont finalisé la sélection des nouvelles institutions de financement pour la poursuite de mise en valeur du mécanisme de financement à coût partagé.

Dans toutes les conventions signées avec les partenaires d'appui (GSC, CRA, DRA et fédérations), un mandat a été donné à ces différentes structures pour la vulgarisation du nouveau code de financement.

Tableau 9: Niveau d'exécution de l'AS3

Code	Sous activités	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévision (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
A12101	Aménager les superficies sous Petite irrigation	66 200 000	36 508	0%
Total AS3		66 200 000	36 508	0%

Activité structurante (AS4) : Agriculture pluviale au changement climatique sur financement du ProDAF et du PASADEM

a) Objectifs opérationnels de l'AS4 et du PTBA 2016.

L'AS4 vise l'augmentation durable de la productivité des exploitations agricoles familiales à travers l'accroissement des rendements de 30%. De façon spécifique, l'objectif visé est de mettre en place et opérationnaliser 854 CEP et 49 800 Ha de dispositifs d'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP) dans la zone d'intervention du ProDAF en s'appuyant sur les acquis et les leçons tirées du projet PASADEM.

Au titre du PTBA révisé 2016, les objectifs assignés à cette activité sont :

- Mettre en place et opérationnaliser 74 CEP au profit de 2220 paysans stagiaires ;
- Mettre en place et opérationnaliser 774 ha de dispositifs d'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP) au profit de 1816 ménages vulnérables ;
- Conduire une étude de référence sur les cultures irriguées et pluviales;
- Organiser deux (2) sessions de formations sur les thématiques CES/DRS/RNA et la conduite des CEP au profit de 11 formateurs ;

- Organiser 03 voyages d'études locaux au profit des producteurs ruraux et une (01) journée porte ouverte;
- Mobiliser les institutions de formation/recherche pour l'appui à la capitalisation des activités mises en place.

b) Modalité de mise en œuvre.

La mise en œuvre de cette activité se fait à travers la signature d'une convention de partenariat avec les services techniques déconcentrés de l'Agriculture. Les chefs de Districts Agricoles (CDA) ont la responsabilité de l'animation et l'encadrement des stagiaires et les niveaux départemental et régional assurent la supervision et le contrôle de qualité de la mise en œuvre.

c) Niveau d'avancement

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette activité, les réalisations enregistrées sont :

- 100% des CEP prévus ont été installés soit 74 CEP au profit de 2194 stagiaires ;
- La formation /recyclage sur la conduite des CEP/CEPM a été faite au profit de 114 personnes dont des facilitateurs ; superviseurs des GSC et fédérations ; Chefs de Districts Agricoles (CDA) et Directeurs Départementaux de l'Agriculture (DDA);
- Sur les 774 ha d'ACAP prévus, 900 ha sont installés soit un taux de réalisation de 116%. 1 324 kits intrants sont distribués pour emblaver les superficies d'ACAP.

L'assistance technique apportée par la CENAT aux URGP s'est traduite par trois communications notamment sur les impacts des changements climatiques ; sur l'Agriculture et l'intensification agricole prenant en compte l'intégration de la dimension Changement Climatique dans le dispositif de vulgarisation agricole et sur le renforcement des compétences pédagogiques des maîtres formateurs des champs écoles paysans (URGP Maradi). Ces modules ont été dispensés lors des sessions de formation/recyclage des animateurs/superviseurs dans les CEP dans les trois régions. Le taux global de décaissement est de 60%.

Tableau 10: Niveau de mise en œuvre de l'AS4

Code	Sous activités	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévision (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
A21101	Mise en place des champs Ecoles Paysans (CEP)	109 340 000	72 807 129	67%
A21102	Mettre en place l'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP)	101 126 000	73 146 336	72%
A21103	Signer des Convention avec les structures scientifiques	16 800 000	71 000	0%
A21104	Communication via les radios communautaires (CEP)	7 600 000		0%
A21105	Assistance technique nationale (CEP)	12 363 000	2 145 948	17%
Total AS3		247 229 000	148 170 413	60%

AS5: Développement des cultures irriguées sur financement du ProDAF

a) Objectifs opérationnels de l'AS 5 et du PTBA 2016

Globalement, l'objectif visé est l'augmentation de 40% des rendements des principales cultures irriguées pratiquées au niveau de la zone d'intervention du ProDAF. De façon spécifique, il est prévu la mise en place et l'opérationnalisation de 820 CEPM au profit des paysans relais qui à leur tour, assureront un appui conseil de proximité sur les parcelles de leurs pairs.

Au titre du PTBA 2016 l'objectif poursuivi est de:

- (i) Former/recycler 87 formateurs sur le Champ Ecole Paysans Maraîchers (CEPM) ;
- (ii) Mettre en place et opérationnaliser 249 CEPM au niveau des PDE d'intervention au profit de 6385 producteurs (dont 30% de femmes et 30% de jeunes); ce qui permettra d'atteindre 30% de la cible globale (820 CEPM);
- (iii) Organiser des voyages d'études locaux au profit des producteurs (y compris les femmes et les jeunes) et des journées porte ouverte.

b) Stratégie de mise en œuvre :

Pour la mise en œuvre de cette activité, le programme met en relation les différents acteurs (DRA et les GSC/ONG) à travers des conventions qui sont établies. Les GSC/ONG assurent l'accompagnement de la mise en place des CEPM mais également l'appui conseil agricole en culture irriguée, sous la supervision des Directions Régionales de l'Agriculture qui assurent l'assurance qualité.

Niveau de réalisation de l'activité AS5.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette activité, les réalisations enregistrées sont :

- 249 CEPM ont été installés dans les 3 régions au profit de 6587 stagiaires ;
- Formation/recyclage des formateurs en CEP/CEPM mentionnés ci-haut en AS4 ;

Le niveau de réalisation physique et financière sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 11: Niveau de mise en œuvre de l'AS5

Code	Sous activités	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévision (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
A21201	Mise en place des champs Ecoles Paysans Maraîchers (CEPM)	251 019 040	84 542 661	34%
Total AS5		251 019 040	84 542 661	34%

AS6 : Amélioration du petit élevage sur financement du ProDAF:

a) Objectifs opérationnels de l'AS6 et du PTBA 2016.

Les objectifs recherchés à travers la mise en œuvre de cette activité sont :

- (i) D'améliorer la couverture sanitaire du cheptel à travers les services vétérinaires de proximité, les auxiliaires d'élevage, les animatrices villageoises avicoles et de petit ruminants (AVA/PR);
- (ii) Contrôler la maladie de Newcastle au niveau des Dispositifs d'Initiative Paysanne en Elevage (DIPE) et ;
- (iii) Mettre en place des kits (petits ruminants, volaille, embouche ovine, traction animale, etc.) pour l'amélioration de la production du petit élevage;

Au cours de l'exercice 2016, il est prévu de:

- Mettre en place 02 services vétérinaire privés de proximité SVPP (Maradi et Zinder) ;
- Mettre en place et opérationnaliser 45 DIPE, en vue de diffuser les technologies pour une meilleure conduite de l'élevage et renforcer les capacités des agro-éleveurs.

b) Modalités de mise en œuvre:

La mise en œuvre de l'AS6 se fera à travers: (i) lancement du processus de mise en place des SVPP; (ii) la contractualisation avec les services techniques déconcentrés de l'Élevage et les SVPP pour la conduite des DIPE sur les aspects santé animale et pastoralisme; (iii) l'animation et la supervision des DIPE.

Niveau de réalisation physique et financière :

Les réalisations enregistrées au titre de l'activité AS6 sont:

- 6 conventions de mise en place et conduite de DIPE sont signées;
- 45 Dispositifs d'Initiative Paysanne en Elevage (DIPE) sont installés au profit de 1400 agro éleveurs dont 420 femmes.

Le taux global de décaissement de l'AS6 est de 34%, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau 12: Niveau de mise en œuvre de l'AS6

Code	Sous activités	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévision (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
A21301	Dispositif d'A/C, auxiliaires vétérinaires, DIPE existants	79 200 000	24 885 144	31%
A21303	Assistance technique nationale (élevage)	5 000 000	3 778 784	76%
Total AS6		84 200 000	28 663 928	34%

Le taux financier reste faible pour le ProDAF du fait de la prise en charge de plusieurs activités par le Guichet PASADEM principalement au niveau de la région de Maradi

AS7 : Renforcement organisationnel et institutionnel sur financement du ProDAF:

a) Objectifs opérationnels de l'AS7 et du PTBA 2016.

L'activité AS7 a pour objectif le renforcement des capacités des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du Programme. Il s'agit spécifiquement des services techniques, les Fédérations régionales, la CCIAN, les commissions foncières et le RECA/CRA des régions de Maradi, Tahoua et Zinder. Ces appuis concernent les moyens logistiques (véhicules, motos), l'équipement (appui à la construction de base vie), financier (prise en charge des salaires de certains membres du personnel), le fonctionnement, etc.

Au cours de cette année, il est prévu, de renforcer les capacités techniques et opérationnelles du RECA, des CRA, des fédérations, des DRA pour faciliter la mise en œuvre des activités.

b) Modalité de mise en œuvre.

Il s'agit de conduire des séances de travail avec les partenaires identifiés afin de faciliter la signature des conventions/protocoles de partenariat. Ces conventions concernent:(i) la Direction régionale de l'Agriculture (convention annuelle) dans le cadre de la mise en œuvre des activités AS4 et AS5; (ii) La Direction régionale de l'Élevage (convention annuelle) dans le cadre de l'activité AS6; (iii) les fédérations des organisations paysannes (convention annuelle/protocole tri annuelle) pour appuyer la mise en œuvre de l'activité AS2; AS3 ; AS4; AS6; AS8; AS11 et la CRA (convention tri annuelle).

c) Niveau de réalisation physique et financière

La mise en œuvre de l'AS7 a consisté à la signature de convention de partenariat avec les services techniques et les OP. 10 conventions de partenariat ont été signées, dont 4 à Maradi, 4 à Zinder et 2 à Tahoua sur une prévision totale de 12 soient un taux de réalisation de 83%.
Le niveau de mise en œuvre est donné par le tableau ci-après:

Tableau 13: Niveau de mise en œuvre de l'AS7

Rubrique	Prévision (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
Appui aux OP (fédérations régionales/unions) et Association	150 845 610	60 974 000	40%
Appui au renforcement de la CRA	174 369 000	83 793 144	48%
Appui au renforcement du RECA	150 400 000	46 820 000	31%
Renforcement des STD de l'Agriculture	27 593 570	6 714 964	24%
Appui au Code Rural	27 690 000	7 191 230	26%
Total général	530 898 180	205 493 338	39%

AS8 : Leadership féminin et amélioration de la sécurité nutritionnelle sur financement ProDAF :

Objectifs opérationnels de l'AS8 et du PTBA 2016.

Les objectifs visés à travers la mise en œuvre de cette AS sont :

- (i) Appuyer la valorisation des produits agricoles à travers le financement de 20 activités génératrices de revenus ;
- (ii) Renforcer les capacités de 2000 femmes et jeunes, membres (50% de femmes) des structures de gestion des activités (OP et instances rurales) en alphabétisation fonctionnelle pour une meilleure gestion de leurs structures, de leurs activités et des infrastructures ainsi que l'autonomisation de ces groupes ;
- (iii) Contractualiser avec l'opérateur chargé d'accompagner la mise en œuvre des activités ;
- (iv) Mettre en place 750 kits agricoles au profit des ménages vulnérables et appuyer 640 ménages à disposer de bouture de manioc.

Modalité de mise en œuvre :

La mise en œuvre des activités de ce volet se fait avec l'appui d'opérateurs spécialisés (Alphabétisation et activités de leadership féminin et sécurité nutritionnelle) à travers des contrats/conventions qui sont signés. La supervision est assurée par les URGP et les STD.

Niveau de réalisation physique et financière

La situation des réalisations notées au titre de l'activité AS8 sont :

- 21 220 kg de semences et 68 800kg d'engrais sont distribués au profit de 4 110 bénéficiaires ;
- 32 500 fagots de bouture de manioc acquis et distribués au profit de 4360 bénéficiaires dans les trois régions cibles du ProDAF. Ce volume de boutures a permis de mettre en valeur plus de 2300 hectares ;
- L'animation des espaces de dialogue sur plusieurs thématiques (accès au foncier des femmes, décentralisation, leadership féminin, etc.) ;

- La formation en genre au profit de 54 personnes dont 20 femmes (équipe URGP et partenaires) ;

En plus des activités de terrain, la CENAT a partagé avec le personnel des URGP de Tahoua, Maradi et Zinder et leurs partenaires de mise en œuvre de la stratégie « Développement équitable et autonomisation des femmes et des jeunes ». Cette stratégie genre des projets FIDA au Niger a été adaptée au programme des activités du programme au cours de trois sessions de formation en genre.

Tableau 14: Niveau de mise en œuvre de l'AS8

Code	Sous activités	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévision (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
A31101	Appui à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	142 531 000	72 277 528	51%
A31102	Renforcement des capacités des acteurs	144 142 000	70 265 804	49%
Total AS8		286 673 000	142 543 332	50%

Coordination et gestion de la composante A

Code	Sous activités	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévision (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
A41102	Acquisition matériels et équipements de bureaux composante	3 500 000		0%
A41103	Prise en charges salaires personnel composante A	343 154 000	236 978 334	69%
A41104	Frais de déplacements personnel composante A	98 604 000	50 824 880	52%
A41105	Fonctionnement véhicules composante A	49 500 000	14 130 573	29%
A41106	Assistances techniques spécifiques à l'ingénierie des projets	9 204 000	4 865 767	53%
Total Coordination et gestion de la composante A		503 962 000	306 799 554	61%

3.2. Etat de mise en œuvre des activités relevant de la composante B.

Cette composante vise l'amélioration de l'accès aux marchés pour les exploitations agricoles familiales par : (i) la construction de 3 marchés de demi-gros et 6 centres de collecte satellites, au sein de pôles de développement économique dans lesquels 98 km des pistes rurales seront réhabilités ou construites. A ces investissements s'ajoutent ceux en cours ou déjà réalisés dans le cadre du PASADEM, de PUSADER+ et de ProDAF/OFID afin d'assurer une synergie d'intervention.

Le processus d'ingénierie sociale prévoit la mise en place de : i) 8 cadres de concertation (Hadin Gwiwa en haoussa) qui regrouperont tous les opérateurs économiques du site (OP, commerçants et prestataires de services) ; ii) un mécanisme communautaire d'entretien des pistes rurales par l'implication de 5 Brigades Communautaires d'Entretien Routier (BCER) autonomes et iii) 3 structures de gestion des marchés de demi-gros.

Par rapport aux investissements productifs inclusifs au sein des PDE, 250 promoteurs de Micro Entreprises Rural (MER) ou Petite et Moyenne Entreprises seront financés.

La composante 2 est structurée en trois (3) sous-composantes:

- Aménagements structurants d'accès aux plateformes;
- Mode de gestion des infrastructures et de financement des opérateurs;
- Intégration régionale des échanges.

3.2.1 Sous-composante B.1: Aménagements structurants d'accès aux plateformes

Cette sous-composante vise à faciliter les transactions commerciales des produits agricoles par la mise à disposition d'infrastructures et de services adéquats au profit d'acteurs des marchés et assurer un désenclavement des zones de production vers les marchés et les centres de consommation urbains ou transrégional. Elle est articulée autour de deux (2) activités structurantes : i) construction des plateformes de commercialisation et ii) Construction/réhabilitation des pistes rurales.

Activité structurante 9 : Infrastructures commerciales des PDE

AS9: Construction des plateformes de commercialisation sur financement du PASADEM, ProDAF/OFID et ProDAF/FIDA:

Objectif opérationnel de l'AS9.

L'activité structurante AS9 « construction des plateformes de commercialisation » vise à faciliter les transactions commerciales des produits agricoles à travers la construction des 18 marchés de demi-gros, 8 plateformes des produits agricoles et des 20 centres de collecte satellites et 20 maisons du paysan.

Les objectifs opérationnels au titre du PTBA 2016 sont:

- Achever les travaux de construction de 3 marchés de demi-gros, un centre de collète et trois maisons de paysan à Maradi sur financement du guichet PASADEM;
- Finaliser les études pour démarrer les travaux de construction d'un marché de demi-gros à Maradi sur financement conjoint du guichet ProDAF/FIDA et PRACC en 2017 et contribuer à la réalisation de 5 Maisons du paysan dont 3 à Tahoua et 2 à Zinder su financement du guichet ProDAF/FIDA;
- Finaliser le processus de recrutement des entreprises pour les travaux de construction de 5 plateformes de commercialisation (1 à Maradi, 2 à Tahoua et 2 à Zinder) et 2 centres de collettes (1 à Tahoua et 1 à Zinder) sur financement ProDAF/OFID;

Modalité de mise en œuvre.

L'activité structurante AS9 est réalisée à travers des contrats de prestations qui sont signés d'une part avec des cabinets d'étude pour la réalisation des études et le contrôle des travaux et d'autre part avec les entreprises de BTP pour la réalisation des travaux de génie civile. La sélection de ces prestataires a tenu compte de leur niveau de performance dans l'exécution des marchés antérieurs attribués par les structures relevant du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

La supervision du processus de sélection des prestataires et de la réalisation des études et des travaux est assurée par les services techniques compétents notamment le Génie rural, l'urbanisme, l'équipement et l'environnement. La société civile organisée en milieu rural (Hadin Gwiwa) et les autorités locales assurent la supervision de proximité dans un esprit d'appropriation des infrastructures en construction. Les autorités administratives au niveau départemental,

régional et national sont mises à contribution dans la supervision et la résolution des différentes difficultés sur les chantiers.

Niveau de réalisation physique et financière.

Le niveau d'exécution physique dans les trois régions est globalement satisfaisant et se présente comme suit :

- 1 MDG réceptionné provisoirement ;
- 3 Maisons du paysan réceptionné provisoirement ;
- 3 Cabinets recrutés pour le contrôle des travaux MDG/PF et d'autres en cours de recrutement
- Lancement de processus de recrutement des cabinets d'étude pour les MDG ;
- Les dossiers techniques (DAO et TDR) pour la construction des MP sont élaborés et validés

Le taux d'exécution globale de l'AS9 est de 6%.

Tableau 15: Niveau de mise en œuvre de l'AS9

Code	Sous activités	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévision (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
B11102	Construire les marchés de demi-gros	80 467 000	5 566 602	7%
B11104	Construire les maisons du paysan	149 396 000	9 031 297	6%
Total AS9		229 863 000	14 597 899	6%

AS10: Construction/réhabilitation des pistes rurales

a) Objectif opérationnel de l'AS 10 et du PTBA 2016:

L'Activité Structurante AS10 vise à désenclaver les bassins de production en facilitant l'accès aux centres de collecte et marchés de demi-gros à travers la construction/réhabilitation de 850 Km des pistes au sein des 21 PDE.

Au titre du PTBA 2016, les objectifs opérationnels poursuivis sont:

- Démarrer le processus de recrutement des cabinets pour la conduite des études de faisabilité techniques (APS, APD, étude géotechnique, EIES), et élaboration du DAO pour la construction de 265 km de pistes rurales (51 dans la région de Maradi, 139 Km dans la région de Tahoua et 75 Km dans la région de Zinder) sur financement du guichet ProDAF/OFID;

Au titre de l'appui de la CENAT, quatre (4) sous activités sont prévues sur le PTBA 2016 notamment:

- Organisation de l'atelier de formation et de mise à niveau des PME BTP pour le contrôle qualité des travaux;
- Elaboration d'une stratégie détaillée d'entretien routier;
- Mise à jour des schémas directeurs régionaux des pistes et la tenue des ateliers régionaux de validation.

b) Modalités de mise en œuvre.

L'activité structurante AS10 a été mise en œuvre à travers des contrats de prestations respectivement avec les cabinets/bureaux d'études pour la conduite des études de faisabilités techniques et le suivi/contrôle et les entreprises pour les travaux.

Le processus de sélection des prestataires et la supervision des travaux du génie civil sont assurés avec les services techniques compétents (DGGR, DDGR, Equipements), les autorités locales (municipalités) et les cadres de concertations (Hadin Gwiwa). Les autorités administratives sont également associées dans tout le processus et dans la résolution d'éventuelles difficultés sur les chantiers.

c) Niveau d'avancement

Pour Zinder : Le dossier de présélection du cabinet chargé de conduire les études techniques et l'élaboration du DAO de 59 km de pistes FIDA a reçu l'avis de conformité du Contrôleur des Marchés Publics du MAG/EL. Les Tronçons concernés sont : Mirriah-Houk (20km), Almari-Kirchia-Dankeni-Ganisko (20km), Magaria-Sawaya-Saboua Tacha (19 km). Le cabinet d'études techniques pour les pistes OFID de 75 km est recruté.

Il faut noter que les 114 km (75km+59km) font partie de la liste des tronçons de pistes retenues par le Schéma Directeur Régional (SDR) réalisé en 2014 et confirmés par une mission conjointe ProDAF, DRGR, Direction Régionale de l'Equipement et communes, de prospection et d'appréciation de la pertinence des tronçons sur le terrain.

Pour Tahoua : Etudes de faisabilité technique pour l'aménagement de plusieurs tronçons totalisant 120 km de pistes rurales dans les PDE de Badaguichiri et Karofane: La sélection finale du cabinet chargé des études est achevée. La contractualisation et le démarrage des études sont prévus en décembre 2016.

Pour Maradi : 01 tronçon de 24,3 km est réceptionné provisoirement et les travaux sont en cours sur les trois autres tronçons.

Tableau 16: Niveau de mise en œuvre de l'AS10

Code	Sous activités	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévision (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
B12101	Construction de pistes rurales reliant les bassins de production	69 815 000	7 136 042	10%
B12102	Réhabilitation de pistes rurales reliant les bassins de pro	145 350 000	5 786 870	4%
B12103	Mise à niveau des PME BTP pour le contrôle qualité	12 000 000	0	0%
B12104	Mission internationale pour le volet pistes rurales	21 522 000	13 148 128	61%
Total AS10		306 960 650	45 595 357	15%

AS11: renforcement des structures de gestion sur financement du PASADEM et du ProDAF/FIDA

a) Objectif opérationnel de l'AS11 et du PTBA 2016

L'activité structurante AS11 vise à:

- i) Mettre en place et accompagner 27 structures de gestion des infrastructures économiques (marchés et pistes),

- ii) Renforcer les capacités des acteurs ruraux pour une gestion durable des infrastructures.

Les objectifs opérationnels au titre du PTBA 2016 sont les suivants:

- Mettre en place et accompagner 13 structures de gestion des infrastructures commerciales dont 5 dans la région de Maradi, 3 dans la région de Tahoua et 5 dans la région de Zinder;
- Mettre en place et animer 13 dispositifs d'informations sur les marchés agricoles (SIMA);
- Mettre en place, la formation et l'équipement des 78 brigades communautaires d'entretien routier (BCER) sur 7 tronçons de pistes rurales.

b) Modalité de mise en œuvre :

L'activité structurante AS11 sera mise en œuvre à travers des conventions de partenariat et des contrats de prestation avec les partenaires ci-après:

- i) Les Chambres Régionales d'Agriculture (CRA) pour l'appui conseil technico-économique, la structuration et la professionnalisation des OP ;
- ii) L'ONGAcSSA Afrique verte et les faitières des OP pour l'animation des cadres de concertation «HadinGwiwa» et la gestion des infrastructures économiques (marchés et pistes). Les acteurs économiques du PDE, la collectivité et les autorités administratives et coutumières seront pleinement impliqués dans tout le processus.

Niveau de réalisation physique et financière.

Le niveau d'exécution physique au 31 décembre 2016, se présente comme suit:

Pour Maradi : 2 structures de gestion des infrastructures commerciales MDG et PF ; Elaboration du manuel de procédure pour le MDG de Djirataoua et le recrutement du Directeur et Comptable ; 32 BCER mis en place, équipés et formés ; 01 mission du groupe 8 réalisée.

Pour Zinder : 3 GIE mis en place au niveau des 3 plateformes ;46 BCER mises en place, formés et équipés. Les équipements des BCER sont composés des vélos, brouettes, casques, pelles, panneaux, tonneaux, seaux gilets, bottes etc.

Pour Tahoua : une convention signée pour la mise en en place et renforcer les capacités des structures de gestion des infrastructures marchandes ; 5 cadres de concertation et d'animation des HadinGwiwa.

Tableau 17: Niveau de mise en œuvre de l'AS11

Code	Sous activités	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévision (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
B21101	Comité de gestion de plateforme	108 138 000	2 232 084	2%
B21102	SARL sur les marchés de demi-gros	240 865 000	92 213 230	38%
B21103	Diffusion de l'information sur les prix au niveau des PDE	22 700 000	360 000	2%
B21104	Mise en place d'un dispositif d'entretien des pistes	24 759 000	20 165 336	81%
Total AS11		396 462 000	114 970 650	29%

AS12: Appui aux investissements productifs au sein des PDE sur financement du ProDAF/FIDA

Objectif opérationnel de l'AS12 et du PTBA 2016

L'activité structurante AS12 vise à appuyer la promotion des investissements productifs inclusifs au sein des PDE à travers le financement de 750 promoteurs des MER/PME de commercialisation, transformation et transport de produits agricoles et le renforcement des capacités acteurs impliqués dans le dispositif de mise en œuvre (les promoteurs, les CRA, OP, CCIN, les IF).

Au titre du PTBA 2016, l'objectif opérationnel est de renforcer les capacités de trois (03) Institutions Financières (IF) pour faciliter l'accès au financement aux promoteurs d'activités agricoles ou en lien avec les productions agricoles, la commercialisation (boutiques d'intrants, commercialisation groupée, stockage groupé, transformation, transport, services marchands).

Modalité de mise en œuvre :

La mise en œuvre de cette activité s'est déroulée en deux étapes:

- (i) Identification des IF parmi celles qui offrent des services de qualité aux promoteurs;
- (ii) Organisation d'ateliers d'échange et de partage d'informations sur le financement de l'agriculture et l'amélioration de la méthodologie de crédit agricole ainsi que sur le code de financement du ProDAF

Niveau de réalisation physique et financière

3 IF sont identifiés au niveau de chaque URGP et les processus de signature des conventions de partenariat sont en cours.

1 atelier de sensibilisation est organisé au profit des IF et opérateurs du ProDAF et plusieurs séances d'information sont conduites dans les PDE.

Tableau 18: Niveau de mise en œuvre de l'AS12

Code	Sous activités	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévision (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
B22101	Renforcement des promoteurs et PME	20 000 000	9 983 190	50%
B22102	Renforcement des capacités des IF	2 307 000	4 036 716	175%
B22103	Financement des promoteurs	10 000 000	2 821 932	28%
B22104	Assistance technique nationale	2 500 000		0%
Total AS12		34 807 000	16 841 838	48%

AS13: Intégration régionale des échanges sur financement du ProDAF/FIDA:

Cette sous-composante vise à donner au ProDAF l'opportunité de participer aux dialogues politiques autour de l'amélioration de la connectivité des pôles de développement économique (tels les marchés de demi-gros et les plateformes de commercialisation) aux corridors de transport sous régionaux couvrant les zones transfrontalières entre le Niger et le Nigéria.

a) Objectif opérationnel de l'AS 13 et du PTBA 2016

L'objectif opérationnel de l'AS13 est de contribuer à accroître la valeur et le volume du commerce transfrontalier des produits agropastoraux à travers la réduction des entraves commerciales et le renforcement des capacités des acteurs entre le Niger et le Nigeria dans les zones des corridors Maradi-Katsina-Kano, Tahoua-Sokoto/Zanfara-Kano et Zinder-Jigawa/Katsina-Kano.

Au titre du PTBA 2016, l'objectif de cette activité structurante est de mettre en place les dispositifs de suivi des flux transfrontaliers et des pratiques anormales et les cadres de concertations (Cellules techniques locales) au sein desquels les acteurs de marchés vont se réunir pour la promotion du dialogue politique.

Elle est conduite à travers plusieurs sous activités dont le bilan des réalisations physiques et financières est présenté ci-dessous:

b) Modalités de mise en œuvre

La mise en œuvre des activités de cette activité structurante se fera à travers la signature des conventions cadre de partenariat avec les structures en charge de la promotion des échanges régionaux. Ainsi, des conventions cadre sont signés avec: i) le CILSS pour le volet maîtrise technique des dynamiques des échanges (études de références, Mise en place et animation des dispositifs de suivi des flux et des entraves) sur les 3 corridors, ii) la CCIN pour le renforcement des capacités des opérateurs et acteurs de marché et leur mise en relation commerciale et la mise à échelle du Bon d'Enlèvement et de Commercialisation (BEC) et iii) la CMNNC centré sur la promotion et l'amélioration du dialogue politique au niveau local, bilatéral et national

c) Niveau de réalisation physique et financière

- **Signature de convention ProDAF-CILSS** : pour la mise la maîtrise technique des dynamiques des échanges (études de références, Mise en place et animation des dispositifs de suivi des flux et des entraves) sur les corridors « Kano – Katsina – Maradi (K²M) », « Tahoua – Sokoto – Zanfara Kano (TSZK) » et « Zinder – Jigawa/Daura – Kano (ZJK) », couvrant les zones transfrontalières entre le Niger et le Nigéria ;
- Signature de convention ProDAF-CCIN/CCNN : avec comme objectif le renforcement des capacités des opérateurs et acteurs de marché et leur mise en relation commerciale et la mise à échelle et la promotion du Bon d'Enlèvement et de Commercialisation (BEC) ;
- Signature de convention ProDAF-CMNNC : assortie d'un plan d'actions centré sur la promotion et l'amélioration du dialogue politique et le portage des résultats techniques au niveau local, bilatéral et national ;
- Atelier d'échanges des parties prenantes sur le contenu des conventions signées ;
- Atelier de formation sur le concept de l'intégration régionale des échanges au profit d'une vingtaine de participants ;
- Etude prospective de caractérisation des corridors ;
- Etude de référence sur les flux et les pratiques anormales sur les trois corridors ;
- La CENAT et les URGP ont participé et facilité activement à cette importante étude qui a été conduite par les experts du CILSS ;
- Participation à la conférence annuelle Borderless 2016 sur l'intégration régionale à travers le développement du commerce et du transport suivie d'une interview à la correspondante de Radio France Internationale (RFI) au Bénin ;
- Organisation de l'atelier de validation de l'Etude de sur la mise en place d'un dispositif de suivi des flux des produits agropastoraux et bétail, des pratiques anormales et barrières commerciales dans la zone des trois corridors ;

- Mise en place du dispositif de suivi des flux et des pratiques anormales dans la zone des corridors : sur la base des éléments soutenus dans le rapport de l'étude de référence, un dispositif de suivi des flux et des pratiques anormales est en cours d'installation. Le processus est conduit conjointement par le CILSS et le ProDAF ;
- Mission de dialogue politique et de sensibilisation/Information des autorités de la zone des corridors de Zinder-Jigawa/Daura-Kano et Tahoua-Sokoto-Zanfara ;
- Participation à l'Atelier de lancement officiel du Corridor Zinder-Daura-Jigawa-Kano.

Tableau 19: Niveau de mise en œuvre de l'AS13

Code	Sous activités	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévision (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
B31101	Suivi des échanges transfrontaliers	81 125 000	49 512 158	61%
B31102	Appui aux cadres de concertation et structures de facilitation	66 107 000	34 982 013	53%
B31103	Appui aux couloirs régionaux de transport et aux échanges transfrontaliers	95 000 000	39 963 574	42%
B31104	Assistance technique	46 000 000	10 265 669	22%
Total AS13		288 232 000	134 723 414	47%

Coordination et gestion de la composante B

Code	Sous activités	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévision (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
B41102	Acquisition matériels et équipements de bureaux de composante B	15 000 000		0%
B41103	Prise en charge salaires personnel composante B	248 042 000	161 316 329	65%
B41104	Frais de déplacements du personnel composante B	84 251 000	39 235 683	47%
B41105	Fonctionnement véhicules composante B	22 000 000	8 390 420	38%
Total Coordination et gestion de la composante B		503 962 000	306 799 554	61%

3.3. Etat de mise en œuvre de la composante C « Gestion et coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs ».

3.3.1. Volet Suivi Evaluation, Communication et Gestion des savoirs

a) Objectif opérationnel du volet et du PTBA 2016

L'objectif opérationnel visé au titre de la durée du Programme est de mettre en place et d'opérationnaliser un dispositif de collecte, traitement, analyse, production des informations et partage/diffusion des informations fiables afin d'assurer: (i) une gestion/planification plus efficace et efficiente du programme; (ii) des orientations stratégiques et une prise de décision en temps opportun ; (iii) une culture de recevabilité et communication envers les partenaires techniques et financiers ainsi que les populations cibles.

L'objectif opérationnel de cette activité au titre du PTBA 2016, est de i) Conduire les enquêtes de références (SYGRI et Enquête complémentaire) et thématiques, ii) élaborer le cadre de gestion environnemental et social (CGES) du programme, (iii) Organiser des ateliers (régionaux et national) de lancement et bilan (semestriel et annuel) des activités du Programme; (iv) Organiser des réunions de concertation et d'échange avec les parties prenantes (opérateurs de mise en œuvre, services techniques, bénéficiaires) et (vi) Appuyer l'organisation des missions de supervision et de suivi.

b) Modalités de mise en œuvre :

La mise en œuvre de cette activité se fait en collaboration avec toutes les entités du Programme (URGP et CENAT) et les partenaires d'exécution (ONG, GSC, etc.). Dans le cadre de l'harmonisation des approches, les différentes entités du Programme seront responsabilisées pour conduire les activités transversales.

c) Niveau des réalisations physique et financière

Dans le domaine du suivi évaluation des activités et des impacts du Programme, plusieurs activités ont été conduites:

- Organisation de plusieurs ateliers d'appropriation, harmonisation et capitalisation et d'information/sensibilisation, avec les bénéficiaires et opérateurs de mise en œuvre;
- Organisation de deux missions de supervision du ProDAF;
- Démarrage du processus de mise en place du dispositif d'analyse économique et financière pour exploitation agricole et marchés;
- Mise en place du dispositif de ciblage villageois à Tahoua;
- Organisation d'une séance de formation en communication à l'endroit des agents des trois URGPs et CENAT prévue en début Août avec AGRINNOVIA.

Dans le domaine d'assistances techniques nationale et internationale, la CENAT a conduit un certain nombre d'activités dont les principales sont présentées ci-dessous:

- Réalisation de l'enquête SYGRI de référence ;
- Appui à l'élaboration d'un guide méthodologique d'intégration de l'Analyse Economique et Financière (AEF) dans le système de suivi évaluation du ProDAF soumis aux observations de la CENAT et URGPs ;
- Révision du PTBA 2016 et plans d'actions 2016 de la CENAT ;
- Préparation et présentation du dispositif Suivi-Evaluation du ProDAF à l'occasion de la mission de supervision conjointe Gouvernement FIDA ;
- Appui à la planification pluriannuelle et phasage des activités du ProDAF ;
- Appui aux URGPs de Maradi, Tahoua et Zinder pour l'élaboration des TDR de mise en place de leurs dispositifs d'analyse économique et financière ;
- Appui à la mise en place et l'opérationnalisation du dispositif de suivi économique de la région de Tahoua à travers la facilitation de la tenue de l'atelier régional de partage d'outils de l'intégration de l'analyse économique et financière dans le système de suivi/évaluation et la formation de leurs équipes et partenaires sur leur utilisation ;
- Validation au titre de l'URGP de Tahoua, du guide méthodologique d'intégration de l'AEF dans le système de suivi évaluation du ProDAF ;
- Mobilisation de l'assistance technique internationale pour le paramétrage de la base des données du ProDAF.

Tableau 20: Niveau de mise en œuvre du volet Suivi Evaluation1

Code	Sous activités	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévision (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
C11101	Enquêtes et études	52 156 342	52 156 342	51%
C11102	Ateliers et missions annuels	142 611 334	142 611 334	68%
C11103	Dispositif de S&E participatif	20 731 646	20 731 646	31%
C11104	Recherche-action et partenariats scientifiques	34 664 904	34 664 904	34%
Total		481 531 600	250 164 226	52%

Dans le domaine de la communication et gestion des savoirs, les principales activités conduites sont les suivantes :

- Conception, production, multiplication de supports d'informations et communication (articles, kakimonos, Teeshirts confectionnés, film documentaire sur les actions du programme) ;
- Organisation d'un atelier de communication réalisé sur la RNA ;
- Le recrutement des consultants pour la réalisation de l'enquête SYGRI et complémentaire de référence pour le programme et la réactualisation de la base de données S&E.

Tableau 21: Niveau de mise en œuvre du volet communication

Code	Sous activités	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévision (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
C11201	Communication et Gestion des savoirs	32 792 348	32 792 348	48%
Total Communication, Gestion et capitalisation des savoirs		67 748 078	32 792 348	48%
C11301	Formations en S/E des acteurs et formation technique des cadres	12 383 730	12 383 730	32%
C11302	Séminaire renforcement des capacités du personnel	33 859 622	33 859 622	49%
Total Formation en S&E des acteurs et Formation techniques des cadres		107 292 700	46 243 352	43%
C11402	Assistance technique internationale	12 349 349	12 349 349	39%
Total Assistance Technique internationale		31 435 000	12 349 349	39%
C11601	Equipements et matériels	14 531 560	14 531 560	68%
Total Equipements S&E		21 223 000	14 531 560	62%

3.3.2. Volet : Coordination, Gestion administrative et fiduciaire du Programme

Au plan général, l'effectivité du démarrage du projet est marquée par

- La mise en place des ressources humaines et des moyens logistiques nécessaires pour la mise en œuvre du programme ;
- La mise en place des instruments et des outils de gestion notamment ;
- Les ateliers régionaux de lancement techniques du programme.

La contractualisation et /ou le développement des partenariats avec les opérateurs de mise en œuvre ou de co-exécution

Tableau 22 : Niveau de mise en œuvre du volet gestion et Coordination du Programme

Code	Rubrique	EXECUTION FINANCIERE		
		Prévisions (FCFA)	Décaissement (FCFA)	TEF (%)
C21101	Réhabiliter les sièges et locaux	37 841 700	2 696 188	7%
C21103	Acquisition matériels et mobiliers de bureau	68 547 970	68 502 943	100%
C21104	Formations, ateliers en gestion financière	153 367 080	111 289 425	73%
C21105	Frais de recrutement et de transport du personnel	44 543 000	29 325 776	66%
C21106	Mission d'audit	11 500 000	1 535 000	13%
C21107	Salaire personnel composante C et assurance maladie	552 279 128	483 211 867	87%
C21108	Frais de mission et déplacement	106 201 900	79 492 879	75%
C21109	Fonctionnement courant (eau, électricité, téléphone, internet)	99 840 000	62 111 285	62%
C21110	Fonctionnement matériel roulant et groupe (entretien réparation)	62 860 000	51 485 809	82%
C21111	Fournitures de bureau et consommables (produits d'entretien)	42 400 000	43 171 371	102%
C21112	Entretien et réparation des bureaux et locaux	23 000 000	13 214 867	57%
C21113	Appui au dispositif de gestion Administratif et financier	12 050 000	2 881 050	24%
TOTAL		1 214 430 778	948 918 460	78%

IV. PRINCIPALES CONTRAINTES/DIFFICULTES RENCONTREES, MESURES CORRECTIVES ADOPTEES ET LEÇONS APPRISSES

4.1. Contraintes/difficultés

Les principales contraintes/rencontrées dans la mise en œuvre des activités pour la période sous revue se résument comme suit :

- La contre-performance des entreprises en charge des travaux des infrastructures de commercialisation des produits agro sylvo pastoraux (marchés de demi de gros, centres de collecte et maisons de paysans) ainsi que celles opérant sur les chantiers des pistes de désenclavement des bassins de production, constitue un goulot d'étranglement majeur dans la mise en œuvre des actions de la composante B programme. Aussi cette contre-performance agit globalement sur le déploiement de l'approche PDE qui représente le socle du ProDAF.
- Par ailleurs, pour le contrôle des travaux des pistes, des montants proposés par les cabinets d'études/contrôles dépassent largement les prévisions du Document de

Conception du Programme (DCP) avec comme conséquence des dépassements budgétaires importants ;

- Avant l'obtention de la non objection du FIDA sur la révision du manuel sur les aspects de Passation des marchés, les seuils de passation de marchés appliqués dans le ProDAF qui étaient beaucoup plus bas par rapport à ceux du dispositif national.
- A la non mobilisation des fonds du guichet PAMIRTA et de la mobilisation de la contrepartie de l'Etat dans le cadre du PASADEM et PPI Ruwanmu a entraîné le financement de certaines activités prévues sur le guichet ProDAF/FIDA (études pistes et conventions de partenariat de l'URGP de Tahoua) et sur les ressources du Fonds Fiduciaires espagnols (le test pilote sur du mécanisme de financement à coût partagé pour les aménagements et équipements et de la petite irrigation).

4.2. Mesures correctives

En vue de pallier ces difficultés aux défaillances des entreprises des actions de renforcements des capacités ont été proposées en vue d'améliorer leur performance pour les futurs travaux. En ce qui concerne les chantiers en cours, des propositions de sous-traiter certains travaux avec d'autres entreprises ont été adressées aux Entreprises contractantes, ce qui a permis d'améliorer sensiblement les niveaux d'exécution de certains tronçons, sous financement du guichet PPI RUWANMU dans la région de Zinder.

Pour atténuer dépassements éventuels sur les coûts du Contrôle par les cabinets, des négociations entreprises avec ces derniers ont permis d'aboutir à des réductions des coûts proposés.

Par rapport à la contrainte liée à la passation des marchés, des démarches ont été entreprises au niveau du MAG/EL et du FIDA ; Ce qui a permis de revoir les seuils dans le sens de les mettre en conformité avec ceux nationaux. Les Plans de Passation des Marchés ont donc ainsi été revus pour prendre en compte cette nouvelle donne.

V. Recommandations

Sur la base des leçons tirées de la mise en œuvre des chantiers de piste notamment quant aux respects des clauses contractuelles, il est important de solliciter auprès du maître d'ouvrage l'établissement d'une liste noire en vue de contre carrer les entreprises défaillantes ;

-Par rapport à la contrainte liée aux propositions dont les montants dépassent largement les prévisions du DCP, le programme pourra tester la méthode annonce de l'enveloppe disponible dans les demandes de proposition.

VI Leçons apprises

Les principales leçons tirées de l'exécution des activités pendant la période sous revue sont récapitulées comme suit :

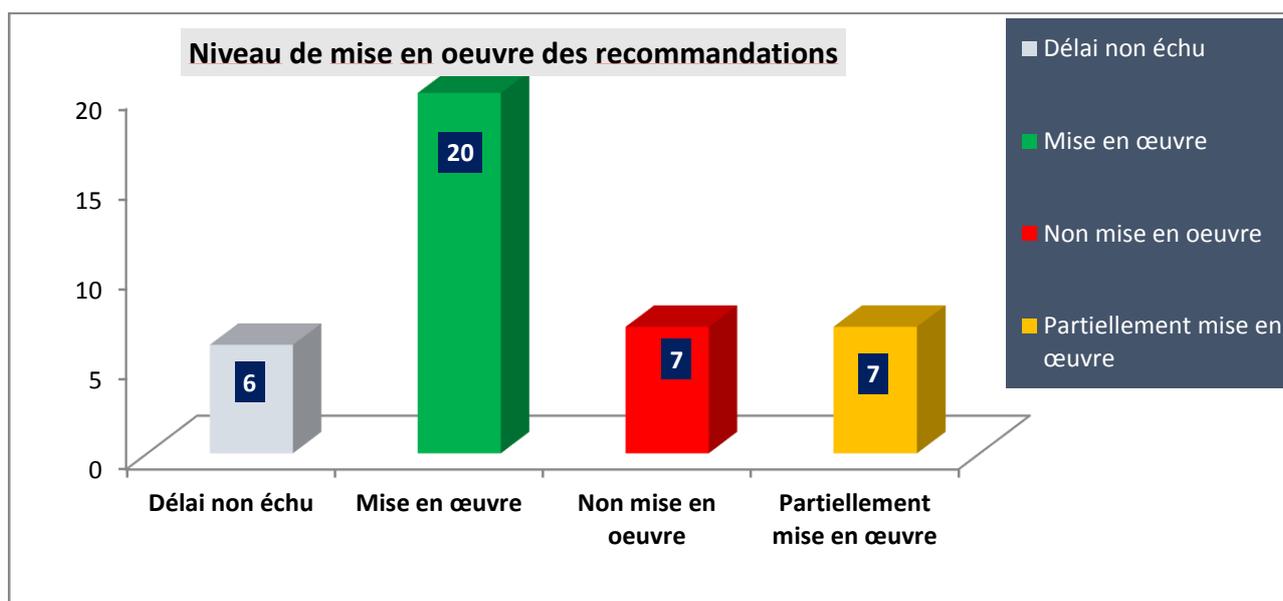
- Le partenariat avec le PAM permet d'augmenter les cibles prévues en matière de restauration et de protection des espaces de production ;
- Le partenariat multi acteurs (services techniques, opérateurs, fédérations, GACAP, institution de recherche, bénéficiaires et ProDAF) entrepris est un pilier indispensable pour la réussite des activités;
- L'appui à l'émergence et au renforcement des groupements féminins a facilité la mobilisation et la participation des femmes aux autres activités appuyées par le programme (CEP, DIPE, kits intrants aux ménages vulnérables, etc.) ;
- Les espaces de dialogue permettent aux participants de mieux comprendre le rôle de la commune et le devoir du citoyen ;

- Le processus participatif d'identification des tronçons à réaliser/réhabiliter impliquant les services techniques de l'Etat, les autorités régionales, les collectivités territoriales et les communautés bénéficiaires, est gage d'une appropriation et pérennisation des ouvrages.

VII. Etat de mise en œuvre des recommandations de la première mission de supervision conjointe

Au 31 décembre 2016, sur les 40 recommandations faites par la dernière mission de supervision gouvernement du Niger et le FIDA, 20 ont été mises en exécution, 7 sont partiellement mise en œuvre, pour 6 le délai n'est pas encore échu et 7 non mise en œuvre.

Figure 1 : Etat de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision



Il faut noter que l'état de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision intervenue du 10 au 28 d'octobre 2016 sera présenter dans le rapport du PTBA 2015/16

VIII. Conclusion.

Suite à la mise en vigueur intervenue en fin septembre 2015, la mise en œuvre du ProDAF a franchi plusieurs étapes importantes dont l'installation des dispositifs de pilotage et d'exécution, l'organisation des ateliers de lancement technique et officiel, la mobilisation des premiers fonds et la conduite du processus de contractualisation tant au niveau des URGP que de la CENAT. Parallèlement, les équipes du ProDAF ont engagé un processus d'affinement de la planification stratégique en lien avec les dimensions temporelle (planification sur huit ans), spatiale (planification par région et par PDE) et financières (planification par sources de financement et guichets).